



Distr.  
GÉNÉRALE  
LC/G.2395  
11 septembre 2008  
FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

## **RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION**

Saint-Domingue, 9-13 juin 2008

## TABLE DES MATIÈRES

		<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
A.	PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX .....	1-15	1
	Lieu et date de la réunion.....	1	1
	Participation.....	2-8	1
	Vérification des pouvoirs.....	9	2
	Élection du Bureau.....	10-13	2
	Organisation des travaux.....	14	2
	Documents .....	15	2
B.	ORDRE DU JOUR .....	16	3
C.	DÉROULEMENT DE LA RÉUNION .....	17-60	3
D.	RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES À SA TRENTE- DEUXIÈME SESSION .....	61	11
	633(XXXII) Résolution de Saint-Domingue .....	-	12
	634(XXXII) Calendrier de Conférences de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période 2008-2010 .....	-	14
	635(XXXII) Priorités et programme de travail de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période biennale 2010-2011 .....	-	18
	636(XXXII) Appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES).....	-	20
	637(XXXII) Suivi du Plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes .....	-	21
	638(XXXII) Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.....	-	23
	639(XXXII) Activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans le cadre du suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et l'application des résultats des grandes conférences et des sommets des Nations Unies dans les domaines économique et social et domaines connexes .....	-	24
	640(XXXII) Admission des îles Caïman en qualité d'État Membre de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.....	-	25
	641(XXXII) Comité de développement et de coopération des Caraïbes.....	-	26
	642(XXXII) Coopération Sud-Sud .....	-	27
	643(XXXII) Lieu de la prochaine session .....	-	28
	644(XXXII) Population et développement: actions prioritaires pour la période 2008-2010 .....	-	29
	645(XXXII) Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes .....	-	33

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
Annexe 1 Rapport du Comité spécial de session sur la population et le développement de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes .....	-	35
Annexe 2 Rapport du Comité de coopération Sud-Sud .....	-	40
Annexe 3 Liste des participants .....	-	42
Annexe 4 Liste des documents .....	-	61

## A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

### Lieu et date de la réunion

1. La trente-deuxième session de la Commission a été tenue à Saint-Domingue, République dominicaine, du 9 au 13 juin 2008.

### Participation<sup>1</sup>

2. Des représentants des 35 États Membres suivants de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes participaient à la réunion: Allemagne, Argentine, Barbade, Belize, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Royaume des Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, République bolivarienne du Venezuela, République de Corée, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

3. Étaient également représentés quatre membres associés de la Commission: Antilles néerlandaises, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques et Porto Rico.

4. Étaient également présents, à titre d'invités spéciaux, le Président et le Vice-président de la République dominicaine.

5. Le Secrétariat des Nations Unies étaient représentés par le fonctionnaire chargé du Bureau des Commissions régionales à New York, la Directrice de la Division des Amériques et de l'Europe du Département des affaires politiques et le Directeur du Bureau de financement du développement du Département des affaires économiques et sociales.

6. Les organismes des Nations Unies ci-après étaient également présents: Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds des Nations Unies pour la population, Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, Programme des Nations Unies pour le développement et Programme alimentaire mondial.

7. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentées: Organisation internationale du travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé, Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce.

8. Des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social étaient aussi présentes.

---

<sup>1</sup> La liste des participants est consignée dans l'annexe 3 de ce rapport.

### Vérification des pouvoirs

9. Conformément aux dispositions de l'article 15 du Règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs présentés au Secrétaire exécutif par les délégations ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

### Élection du Bureau

10. A la première séance plénière, il a été procédé à l'élection du Bureau de la trente-deuxième session.

11. Le Bureau a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	République dominicaine
<u>Vice-présidences:</u>	Barbade
	Pérou
	Uruguay
<u>Rapporteur:</u>	Guatemala

12. Le Bureau du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Mexique
<u>Vice-présidences:</u>	Argentine
	Équateur
	Jamaïque
	Panama
<u>Rapporteur:</u>	Cuba

13. Le Bureau du Comité de coopération Sud-Sud a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Paraguay
<u>Vice-présidences:</u>	Barbade
	Mexique
<u>Rapporteur:</u>	Équateur

### Organisation des travaux

14. Parallèlement aux réunions plénières, et conformément aux dispositions pertinentes du mandat, le Comité spécial sur la population et le développement et le Comité de coopération Sud-Sud se sont également réunis durant la session de la CEPALC.

### Documents

15. La liste des documents de travail présentés par le Secrétariat à la trente-deuxième session de la Commission est consignée dans l'annexe 4.

## B. ORDRE DU JOUR

16. La Commission a adopté l'ordre du jour suivant:
  1. Élection du Bureau
  2. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux de la trente-deuxième session
  3. Présentation et analyse du document intitulé *La transformation productive, 20 ans après. Problèmes anciens, nouvelles opportunités*
  4. Rapport d'activités de la CEPALC depuis la trente-et-unième session
  5. Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2010-2011
  6. Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour la période 2008-2010
  7. Consultation régionale préparatoire de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey
  8. Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC
  9. Comité de coopération Sud-Sud
  10. Examen de la demande présentée par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord afin que les îles Caïman soient admises en tant que membre associé de la CEPALC
  11. Questions diverses
  12. Examen et approbation des résolutions de la trente-deuxième session de la CEPALC

## C. DÉROULEMENT DE LA RÉUNION

### Séance inaugurale de la trente-deuxième session de la CEPALC

17. MM. José Luis Machinea, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Leonel Fernandez, Président de la République dominicaine, ont prononcé les discours liminaires de la séance inaugurale, tenue le 10 juin.

18. Après avoir remercié le gouvernement de la République dominicaine de l'accueil chaleureux réservé à la trente-deuxième session de la CEPALC, le Secrétaire exécutif a évoqué les soixante ans d'histoire de la Commission et de son action en faveur d'une pensée intégrale du développement économique, social et institutionnel, qui soit authentiquement régionale. Il convient aujourd'hui de revenir sur la vision de la transformation productive de la CEPALC au regard du temps présent et

d'analyser les nouveaux paradigmes technico-économiques ainsi que l'hypersegmentation croissante des marchés car ces changements peuvent contribuer à résoudre d'anciens problèmes de croissance et d'équité dans la région et à trouver de nouveaux espaces de compétitivité.

19. En dépit des opportunités engendrées par les progrès de la région au cours des dernières années, le ralentissement de la croissance dans le monde développé, les poussées inflationnistes et la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole ont une incidence directe sur les pays de la région. Trois thèmes sont prioritaires: atténuer l'impact de la hausse des prix de certains biens comme les aliments et les carburants dans les secteurs à faible revenu, doter les organismes de ressources plus importantes, de façon à pouvoir contribuer à court terme à mitiger la situation des pays les plus pauvres, et appliquer des mesures de prudence en matière de politique monétaire, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt. Il est donc indispensable de formuler et de mettre en œuvre une stratégie propre à favoriser la diversification productive et l'insertion internationale, sur la base du progrès technique. Seul un partenariat de longue haleine entre les secteurs public et privé permettra aux pays de la région d'accroître les taux d'innovation et le progrès scientifique et technologique requis pour créer de véritables opportunités de développement. L'orateur a signalé que, pour relever avec succès les deux défis majeurs que sont l'amélioration de la cohésion sociale et la création des bases nécessaires à une croissance soutenue, il importe de parvenir à des accords de grande envergure entre les différents acteurs sociaux et politiques et de favoriser une issue négociée des conflits existant dans les pays de la région.

20. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le Président de la République dominicaine a souligné le rôle incontestable de la CEPALC dans l'histoire économique du continent. Si l'existence d'une école de pensée régionale dans le domaine politique peut faire l'objet de controverses; elle est indéniable dans le domaine économique, grâce à la contribution de la CEPALC. Le document dont cette réunion est saisie offre de nouveaux critères fondés sur une proposition formulée il y a 20 ans, au cœur de laquelle se trouve l'équité. Les mesures recommandées aujourd'hui ont pour but de favoriser une meilleure insertion des pays sur les marchés internationaux ainsi qu'une participation plus active de ceux-ci dans la chaîne mondiale de valeur.

21. Tout en faisant part de son optimisme pour l'avenir de la région, l'orateur a appelé l'attention sur les menaces qui pèsent sur le contexte international, à savoir le ralentissement de l'économie mondiale, en particulier aux États-Unis, la crise énergétique et la flambée des prix des denrées alimentaires qui en résulte et qui a motivé la convocation de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale à Rome. La volatilité du prix du pétrole met en péril la stabilité politique mondiale; ce phénomène n'obéit pas, en majeure partie, à une raison économique réelle mais résulte d'une fébrilité auto induite qui met en évidence la nécessité de corriger le fonctionnement du système financier international.

22. La solidarité doit l'emporter sur le "capitalisme de casino" qui règne dans les places boursières et les banques d'investissement; C'est pourquoi la République dominicaine a demandé au Secrétaire général des Nations Unies de promouvoir la création d'un fonds mondial de solidarité dont le financement serait assuré par une contribution de 0,7% du produit des pays développés, conformément à l'engagement contracté au Sommet mondial pour le développement social de 1995. Il convient d'accroître la dotation de fonds des organismes multilatéraux et de mettre en place des mécanismes agiles de décaissement en faveur des pays touchés par des crises. En ce sens, l'orateur a invité à une réflexion sur la nécessité, pour les économies de la région, de poursuivre leur croissance dans un contexte de déclin et d'incertitude. Dans la recherche de solutions à cette conjoncture complexe, nos pays comptent sur l'appui précieux de la CEPALC.

Présentation et analyse du document intitulé *La transformation productive, 20 ans après. Problèmes anciens, nouvelles opportunités* (point 3 de l'ordre du jour)

23. Le document intitulé *La transformation productive, 20 ans après. Problèmes anciens, nouvelles opportunités*, a été présenté par le Secrétaire exécutif de la CEPALC. La présentation a ensuite été commentée par MM. Gert Rosenthal et José Antonio Ocampo, tous deux anciens Secrétaires exécutifs de la CEPALC.

24. Dans la présentation du document, le Secrétaire exécutif de la CEPALC a évoqué le contexte économique récent de l'Amérique latine et des Caraïbes et a fait ressortir les nouvelles chances qui s'offrent à la région dans un nouvel environnement économique international caractérisé par l'émergence de nouveaux acteurs, la nature et l'intensité des courants commerciaux, la dynamique des transformations structurelles et l'accélération constante du progrès technique. De nouveaux paradigmes technico-économiques surgissent et se consolident, modifiant profondément la dynamique compétitive de nombreux secteurs.

25. Il a notamment indiqué que le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'ascension sur les chaînes de valeur sont devenus des facteurs clés pour le progrès de la région. L'innovation est un élément essentiel pour lequel les partenariats public-privé et l'efficacité institutionnelle sont déterminants. L'analyse a certes fait ressortir l'absence de convergence dans la région mais aussi l'existence d'un grand potentiel et des chances qu'il importe d'identifier et dont il faut savoir tirer parti. S'inspirant de l'expérience d'autres pays, il est indispensable de mettre au point des stratégies à moyen et à long terme qui servent d'assises à la transformation productive et au développement des exportations. Il a finalement signalé que ce processus doit être financé par les rentes des ressources naturelles, sans pour autant éliminer les mesures d'incitation à l'investissement privé.

26. Il a ensuite été procédé à la lecture d'un message spécial envoyé par M. Enrique Iglesias, ex Secrétaire exécutif de la CEPALC et actuel Secrétaire général ibéro-américain, dans lequel celui-ci félicite le Secrétaire exécutif sortant des analyses et les recommandations de politique contenues dans le document ainsi que de sa brillante gestion à la tête de l'institution.

27. M. Gert Rosenthal a ensuite affirmé que, quoique présentant une orientation prospective, le document élaboré pour la session est largement basé sur une série d'idées-forces que la Commission a développées au fil du temps, à savoir: l'asymétrie entre les pays du centre et ceux de la périphérie; l'application des progrès technologiques aux processus de production; l'importance de garantir l'équité sociale et la répartition équitable des fruits de la croissance; la nécessité, pour l'État, de jouer un rôle plus actif dans son rapport avec le marché; l'importance des aspects institutionnels et structurels; les questions liées à l'investissement et au financement du développement ainsi que la nécessité de renforcer la coopération au sein de la région, notamment dans le cadre de l'intégration régionale. Selon l'analyse présentée dans le document, même les plus petits pays de la région se trouvent actuellement beaucoup mieux préparés qu'il y a 20 ans pour relever les défis futurs. Il est toutefois important de continuer à formuler des stratégies claires afin d'opérer un changement structurel et améliorer le développement productif. L'expérience d'autres régions, en particulier de l'Asie et du Sud-Est, démontre qu'il est possible de parvenir à des gains notables de productivité et du revenu par habitant dans un laps de temps relativement court. Bien que ces objectifs n'aient pas encore été atteints en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays progressent dans cette direction et pourraient concrétiser ces aspirations à moyen terme.

28. M. José Antonio Ocampo a commenté la présentation et a évoqué l'histoire intellectuelle de la CEPALC; il a rappelé que le document *Transformation productive dans un climat d'équité* avait constitué

le point de départ d'une production conceptuelle particulièrement riche de la part de l'institution. La transformation productive, qui va à bien au-delà des aspects macro-économiques, a été le fil conducteur de cette pensée, l'équité étant l'objectif essentiel du développement. Ces 20 ans d'analyse ont fait ressortir deux idées-forces, à savoir que le développement productif n'implique pas seulement l'industrialisation et que la participation des secteurs public et privé est nécessaire pour y parvenir. L'orateur a souligné la pertinence des sujets abordés dans le document, en particulier la qualité et l'apprentissage aux fins de l'innovation, le paradigme biotechnologique qui offre la région de nouvelles possibilités de développement, et les partenariats public-privé pour favoriser la transformation productive et l'insertion internationale; il a aussi mis l'accent sur l'importance significative de l'approche micro-économique contenue dans cette analyse. En ce qui concerne les chances qui s'offrent à la région, il a souligné l'importance du secteur minier dont les produits atteignent des valeurs historiques, contrairement à l'évolution des cours des produits agricoles et a évoqué les instruments technologiques ou sectoriels susceptibles d'être appliqués pour parvenir au développement et favoriser l'innovation. Finalement, il a souligné que la réduction du chômage est liée de façon indéfectible à l'accroissement de la productivité.

29. Le Vice-ministre des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée a rappelé que son pays était membre à part entière de la Commission depuis juillet 2007, dans le cadre des efforts déployés pour resserrer les liens avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a ajouté que, grâce à la stabilité économique et politique qui règne actuellement dans la région, celle-ci avait enregistré une croissance économique dynamique au cours des dernières années; la continuité de cette prospérité est toutefois loin d'être assurée, raison pour laquelle les pays doivent être prêts à relever les défis futurs. En ce sens, les orientations présentées à cette session par la CEPALC lui semblent particulièrement opportunes. Finalement, l'orateur a fait remarquer que, en sa qualité de membre à part entière de la Commission, la République de Corée a doublé sa contribution aux activités de coopération et espère à l'avenir resserrer encore davantage les rapports féconds qu'elle entretient avec cette institution.

#### Rapport d'activités de la CEPALC depuis la trente-et-unième session (point 4 de l'ordre du jour)

30. Le secrétariat a soumis à l'examen des délégations un rapport des activités menées dans le cadre du programme de travail du système de la CEPALC durant la période biennale écoulée depuis la session antérieure de la Commission. Le secrétariat a évoqué le contexte régional et les priorités qui avaient déterminé l'orientation des activités de la Commission ainsi que les questions émergentes et les nouveaux aspects abordés. Les principaux volets de l'action institutionnelle sont la prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales de haut niveau, la suite donnée aux conférences internationales sur les questions économiques et sociales, les services de secrétariat technique prêtés aux organes subsidiaires de la Commission et la coordination institutionnelle pour assurer le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement. La Commission a publié plus de 2 000 nouveaux documents au cours de la période biennale et a pris un certain nombre de mesures pour renforcer l'évaluation au sein de la CEPALC. La divulgation de l'information, en particulier sur le portail Web de la CEPALC, a considérablement augmenté.

31. Cette présentation a été suivie d'une série d'interventions des présidences de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes, de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC, du Mécanisme de suivi régional eLAC2010 et du Comité de développement et de coopération des Caraïbes qui ont souligné le résultat des débats intervenus lors de leurs réunions, ainsi que les activités menées à bien durant la période biennale du point de vue de leurs mandats respectifs.

Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2010-2011 (point 5 de l'ordre du jour)

32. Le Secrétaire exécutif de la Commission a présenté le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 2010-2011 (LC/G.2373(SES.32/9)). Après avoir évoqué les principaux problèmes économiques, sociaux et de pérennité de l'environnement ainsi que les défis auxquels est confrontée la région de l'Amérique latine et des Caraïbes dans ces domaines, le Secrétaire exécutif a exposé les grandes lignes des priorités de la CEPALC pour l'avenir en ce qui concerne les objectifs de développement convenus à l'échelon international, en particulier ceux de la Déclaration du Millénaire. Il a ensuite présenté les orientations plus spécifiques de travail de chacun des 12 sous-programmes intégrés de la Commission dans les domaines économique, social et du développement durable, ainsi que les activités de formation, de statistique et de coopération technique qui doivent être menées à bien aux échelons régional et sous régional. Il a finalement décrit la stratégie et les modalités de travail proposées par la CEPALC pour atteindre les résultats escomptés.

33. Dans le débat qui a suivi, les délégations ont rappelé que les activités devaient s'ajuster aux circonstances particulières de chacun des pays et que la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique constituent des questions fondamentales. Il a été proposé de mettre en place un réseau de dialogue afin d'analyser les stratégies régionales susceptibles d'être appliquées pour faire face à l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Il est également essentiel d'aborder d'autres thèmes tels que l'économie urbaine, le renforcement de la capacité dans les domaines de la science et de la technologie, ainsi que le changement climatique, afin de mettre au point des politiques et des programmes d'adaptation et d'atténuation.

34. Il est également souhaitable de déléguer dans les différents bureaux sous régionaux la prise de décisions relatives à certains domaines de manière à réagir de façon plus souple et efficace aux besoins des pays. D'une manière générale, il a été recommandé de renforcer la stratégie de communication de la CEPALC afin de mieux faire passer les messages institutionnels ainsi que les résultats des recherches et les activités menées par la Commission.

35. Une délégation a demandé que le thème du commerce et de la cohésion sociale soit inclus dans la sphère thématique 1.1.3 (Coopération technique) du sous-programme 1 et que des services de formation soient prévus dans le cadre du sous-programme 11 afin d'améliorer la capacité de négociation commerciale de l'Amérique centrale. En ce qui concerne le processus de réforme des Nations Unies, les délégations ont souligné l'importance d'un renforcement de la coordination et des synergies entre la CEPALC et d'autres organismes, programmes et fonds du système présents dans la région. Les délégations ont finalement souligné l'importance de pouvoir disposer de davantage de temps pour analyser en détail le projet de programme de travail.

Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour la période 2008-2010 (point 6 de l'ordre du jour)

36. Le Secrétaire exécutif a soumis à l'examen des délégués le projet de calendrier de conférences de la Commission pour la période 2008-2010, qui a été adopté tel qu'il figure dans l'annexe de la résolution 634(XXXII).

Consultation régionale préparatoire de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey (point 7 de l'ordre du jour)

37. La Consultation régionale préparatoire de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey a commencé le 11 juin.

38. Le secrétariat a présenté le document intitulé *Tendencias y desafíos en la cooperación internacional y la movilización de recursos para el desarrollo en América Latina y el Caribe*.

39. Le premier panel intitulé "Financement et coopération" a été composé de MM. Daniel Titelman du Groupe des études du développement de la CEPALC, José Antonio Ocampo, professeur de l'Université de Columbia et Enrique García, Président exécutif de la Société andine de développement (SAD).

40. Les membres du deuxième panel "Mobilisation de ressources internes" ont été MM. Daniel Titelman, João Carlos Ferraz, Directeur de la planification et de la recherche de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) du Brésil et Clemente Ruiz Durán, de la Faculté d'économie de l'Université nationale autonome (UNAM) de Mexico.

41. Les intervenants du troisième panel "Questions systémiques" ont MM. Jan Kregel, du Levy Economics Institute de Bard College; Omar Ramírez, Secrétaire d'état à l'environnement de la République dominicaine, Esteban Pérez, du groupe d'études du développement de la CEPALC, Mme Sonia Montaña, Fonctionnaire chargée de la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC, et M. Martín Hopenhayn, Fonctionnaire chargé de la Division du développement social de la CEPALC.

42. Dans le cadre de la Consultation régionale et conformément aux accords issus de la quarante-et-unième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes, un quatrième panel a été tenu sur le thème "Financement pour la mise au point de politiques relatives à la parité entre les sexes", qui a été animé par Mme Flavia García, Secrétaire d'état aux questions féminines de la République dominicaine et durant lequel sont intervenues María Eugenia Casar du Secrétariat des finances et du crédit public du Mexique; Alejandra Valdés, consultante et chercheuse; et Sonia Díaz, Sous-secrétaire d'état aux questions féminines de la République dominicaine. Y ont également participé María del Carmen Feijoo, coordinatrice du projet de réforme de l'éducation de la Fondation Ford; et Jeannette Carrillo, Présidente exécutive de l'Institut national des femmes du Costa Rica.

43. Le résultat de la Consultation régionale sera transmis au Secrétaire général à titre de contribution à l'élaboration des documents prévus pour les phases préparatoires suivantes de la Conférence.

Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC (point 8 de l'ordre du jour)

44. Le rapport du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC est consigné dans l'annexe 1.

Comité de coopération Sud-Sud (point 9 de l'ordre du jour)

45. Le rapport du Comité de coopération Sud-Sud de la CEPALC est consigné dans l'annexe 2

Examen de la demande présentée par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord afin que les îles Caïman soient admises en tant que membre associé de la CEPALC (point 10 de l'ordre du jour)

46. Un projet de résolution a été présenté dans lequel la Commission accueille avec satisfaction la demande présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord afin que les îles Caïman soient admises en tant que membre associé et qu'on vient d'octroyer à ce territoire la qualité de membre associé de la Commission.

47. La résolution a été adoptée par acclamation.

Séminaire de haut niveau "La transformation productive, 20 ans après. Problèmes anciens, nouvelles opportunités"

48. Le document intitulé *La transformation productive, 20 ans après. Problèmes anciens, nouvelles opportunités* a été analysé de façon détaillée dans quatre tables rondes consacrées aux thèmes suivants: "L'Amérique latine et les Caraïbes face aux changements structurels de l'économie mondiale", "Espaces de compétitivité et apprentissage en matière de ressources naturelles", "Espace de compétitivité et apprentissage en matière de produits manufacturés et de services" et "Partenariats publics-privés pour l'innovation et la transformation productive".

49. La première table ronde a été animée par Rebeca Grynspan, administratrice auxiliaire et Directrice régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les intervenants étaient: Carlota Pérez, consultante et chercheuse de l'Université de Cambridge, l'Université de Sussex et de l'Université technologique de Tallinn (Estonie); Carl Dahlman, professeur de l'Université de Georgetown; Luc Soete, Directeur du Centre de recherche et de formation économique et sociale sur l'innovation et la technologie de l'université des Nations Unies Maastricht, et Ludovico Alcorta, Directeur de la Sous-division de recherche de statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

50. Dans leurs présentations, les intervenants ont mentionné, entre autres, la nécessité d'incorporer la technologie de pointe aux produits basés sur des ressources naturelles afin de tirer parti des avantages comparatifs, des connaissances et de l'expérience de la région et ainsi avoir accès à des créneaux de marché spécialisés. Ils ont également souligné le besoin d'investir en éducation et en innovation, d'introduire des changements structurels dans le secteur agricole pour parvenir à une croissance durable du point de vue écologique et social, analyser la possibilité d'adopter une politique agricole commune pour la région, accroître le taux d'épargne afin de financer le développement et explorer de nouvelles modalités d'intégration. Ce processus doit être considéré comme une stratégie provisoire pour parvenir à une croissance basée sur des activités à plus forte intensité de connaissances.

51. La deuxième table ronde a été animée par João Carlos Ferraz, Directeur du Département de la planification et de la recherche de la Banque nationale de développement économique et social du Brésil (BNDES), avec comme intervenants Adrián Alfredo Fernández, président de l'institut national de l'écologie du Mexique; Carlos Gustavo Cano, codirecteur de la banque *Banco de la República* de Colombie, et Carlos Ferraro Rey, vice-ministre de l'industrie du Pérou.

52. Les membres du panel ont fait une réflexion sur le rapport existant entre l'exploitation des ressources naturelles et la pauvreté, ainsi que sur l'incorporation des variables environnementales à l'analyse des différentes questions abordées dans le document présenté. Parmi les enjeux non résolus, ils ont mentionné l'élimination des obstacles superflus à l'adoption massive de la biotechnologie et les difficultés de coordination et de communication pour assurer une exploitation durable des ressources naturelles, ainsi que le manque de formation technique en la matière. Ils ont également insisté sur la nécessité de pouvoir disposer de l'investissement du secteur privé pour exploiter et traiter ces ressources et de tenir en compte les nouvelles barrières associées aux normes environnementales mises en place sur le marché. Les participants se sont accordés à reconnaître l'importance d'une étude plus détaillée des sources d'énergie alternatives dans les petits pays des Caraïbes et d'Amérique centrale.

53. La troisième table ronde a été animée par Temístocles Montás, Secrétaire d'État à l'économie, la planification et au développement de la République dominicaine. Les intervenants étaient les suivants: Luiz Antonio Elias, Secrétaire exécutif du Ministère des sciences de la technologie du Brésil; Luisa Fernández, Directrice exécutive du Conseil national des zones franches d'exportation de la République dominicaine; René Villarreal, Président du Centre du capital intellectuel et de la compétitivité (CECI) du Mexique, et José Luis Rodríguez, Ministre de l'économie et de la planification de Cuba.

54. Les orateurs ont souligné l'importance d'établir un rapport entre les politiques appliquées en matière de séance, de technologie et d'innovation et la politique industrielle, ainsi que d'investir en éducation et en recherche afin d'accumuler le capital humain et intellectuel nécessaire pour avoir une compétitivité sur les marchés actuels. Les pays doivent mettre en place des stratégies d'innovation qui leur permettent d'évoluer de la manufacture à la "neurofacture" (*mindfacturing*) et de gravir les échelons dans les chaînes de valeur. Comme le démontre l'expérience de la République dominicaine, des zones franches peuvent servir à diversifier et à accroître la valeur ajoutée des exportations et améliorer ainsi la compétitivité. Pour sa part, Cuba a réussi à développer des technologies à forte valeur ajoutée, en particulier dans le domaine de la biotechnologie. Un participant a signalé que, selon des études réalisées à l'université de Paris, la région pourrait enregistrer, au cours des prochaines années, un recul en termes de compétitivité dans le secteur des manufactures ainsi que dans celui des services.

55. La quatrième table ronde a été animée par Kim Sung-hwan, Vice-ministre des relations extérieures et du commerce de la république de Corée, avec comme intervenants: Carlos Álvarez, vice-président exécutif de la Corporation du développement de la production (CORFO) du Chili; Francisco Sagasti, Directeur exécutif du forum national/international et Directeur du Programme agenda : PÉROU; Basil Springer, Consultant de Change-Engine, Caribbean Business Enterprise Trust Inc., Juan José Palacios L., professeur et coordinateur du Programme d'études transnationales du Département d'études politiques de l'Université de Guadalajara.

56. Le Vice-président exécutif de la Corporation du développement de la production (CORFO) du Chili a expliqué que, dans ce pays, le modèle institutionnel en matière d'innovation pour le développement et la compétitivité prévoit la participation des secteurs public et privé ainsi que des milieux universitaires, l'accroissement de l'investissement, la définition de conglomérats industriels sur lesquels seront concentrés les efforts d'investissements et de recherche, ainsi que la formation de ressources humaines spécialisées et la mise en place d'initiatives de développement productif à l'échelon local. De son côté, le Directeur exécutif du Forum national/international et Directeur du Programme Agenda: PÉROU a affirmé que sur les propositions formulées par la CEPALC il y a 20 ans bien aujourd'hui se greffer les multiples interactions entre différents opérateurs tels que le secteur public, le secteur privé, les organisations de la société civile, outre les facteurs extérieurs. Les participants se sont ensuite penchés sur des cas de partenariat public-privé dans les Caraïbes, en particulier du point de vue de

la Barbade, où avait été appliqué le modèle irlandais de développement basé sur un principe de progrès abordant un objectif à la fois, pour lequel un pacte social avait été conclu entre les différentes entités afin de conseiller le premier Ministre. Le modèle de la Barbade repose également sur d'autres piliers tels que la participation des organismes sociaux, la réponse rapide aux besoins de capital d'amorçage et de risque des entreprises et la participation d'institutions de financement potentiellement capables de promouvoir le développement. Finalement, le professeur et coordinateur du Programme d'études transnationales du Département d'études politiques de l'Université de Guadalajara a mis l'accent sur l'esprit d'entreprise, concept qui se traduit par la création ou le développement de la capacité d'innover, l'amélioration de la compétitivité, la diversification productive et la sophistication des exportations, ainsi que la progression des industries dans les chaînes de valeur. L'orateur a également appelé l'attention sur le fait que les partenariats public-privé à l'échelle régionale facilitent la formation de consensus, sont plus solides, favorisent la compétitivité et l'innovation et reflètent plus fidèlement les besoins locaux, la vocation productive et le potentiel de chaque secteur industriel.

#### Séance de clôture

57. Les orateurs de la séance de clôture de la trente-deuxième session de la CEPALC ont été MM. Temístocles Montás, Secrétaire d'État à l'économie, la planification et au développement de la République dominicaine et José Luis Machinea, Secrétaire exécutif de la Commission.

58. Le Secrétaire d'État à l'économie, la planification et au développement de la République dominicaine s'est montré satisfait des résultats de cette session et a souligné que les réflexions qui y avaient été tenues seraient de la plus grande importance pour la CEPALC et les pays de la région. Il a également exprimé la reconnaissance des États membres au travail réalisé par le Secrétaire exécutif au cours des dernières années et a souligné sa précieuse contribution à la pensée et à la progression de la région dans les différents domaines de travail relevant de la compétence de la Commission.

59. Le Secrétaire exécutif de la Commission a affirmé que les résultats de la trente-deuxième session allaient servir d'orientation à l'action de la Commission dans les années qui viennent. Il a rappelé que l'équité sociale, la protection sociale fondée sur les droits, la construction de la justice sociale, la transformation productive, la croissance accompagnée d'équité et l'intégration vertueuse de la région sur les marchés mondiaux sont au cœur des activités menées par la Commission, qui vont désormais inclure également la crise des produits alimentaires et énergétiques. Il a finalement fait part de sa profonde reconnaissance aux États membres de la Commission, ainsi qu'aux organismes des Nations Unies et à ses collègues de l'appui reçu durant l'exercice de sa fonction.

60. À la fin de cette séance, le chef de la délégation du Brésil a officiellement communiqué la proposition de son pays de servir d'hôte à la trente-troisième session de la CEPALC, qui doit se tenir en 2010, proposition qui a été acceptée, en l'appréciant, par les délégations.

#### **D. RÉOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES À SA TRENTE-DEUXIÈME SESSION**

61. À la trente-deuxième session, la Commission a adopté les résolutions dont le texte figure ci-après.

## 633(XXXII) RÉSOLUTION DE SAINT-DOMINGUE

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* la résolution 553(XXVI) dans laquelle elle affirme que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes est particulièrement compétente pour affronter en Amérique latine et dans les Caraïbes les tâches qui lui ont confiées par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) dans le cadre d'une Organisation des Nations Unies restructurée, et que, par conséquent, la Commission doit donc exercer ses activités en tant que centre d'excellence chargé de collaborer avec les États membres à une analyse intégrée des processus de développement axée sur l'élaboration, le suivi et l'évaluation de politiques publiques, assortie d'une prestation de services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, des services consultatifs, d'une action de formation et de soutien en faveur de la coopération régionale et internationale,

*Ayant à l'esprit* que le projet de programme de travail de la Commission pour la période biennale 2010-2011 exposé par le Secrétaire exécutif<sup>1</sup> prévoit la consolidation progressive de la stabilité macroéconomique et la promotion consécutive de politiques propres à atténuer la vulnérabilité, l'accroissement du potentiel productif de la région et la réduction des écarts de productivité, l'amélioration de l'insertion de la région au sein de l'économie internationale et la promotion de stratégies de développement productif à long terme, accompagnées de modalités appropriées de coopération et de participation des secteurs public et privé; la promotion d'accords sociaux de grande envergure qui renforcent la cohésion sociale, atténuent les risques sociaux et favorisent la prise en compte des critères de sexospécificité dans les politiques publiques; le perfectionnement des politiques de développement durable et l'étude des conséquences socioéconomiques du changement climatique; le renforcement de la gestion publique et l'amélioration et consolidation du cadre institutionnel concerné par la gestion des problématiques mondiales et transfrontières sur le plan régional,

*Ayant examiné* le document élaboré par le Secrétariat intitulé *La transformación productiva 20 años después. Viejos problemas, nuevas oportunidades*,<sup>2</sup>

1. *Accueille avec satisfaction* l'approche intégrale du développement qui, depuis sa création, caractérise la pensée de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et qui est exprimée dans le document *La transformación productiva 20 años después. Viejos problemas, nuevas oportunidades*;

2. *Reconnaît* le caractère pertinent des thèmes analysés et, d'une manière générale, partage les conclusions présentées dans le document;

3. *Charge* le Secrétariat exécutif:

i) de mener à bien des études et d'élaborer des propositions de politiques publiques ainsi que de politiques scientifiques et technologiques, en étroite collaboration avec les responsables de la formulation de politiques, visant à renforcer les capacités nationales en matière de développement productif et d'innovation;

---

<sup>1</sup> LG/G.2373(SES.32/9).

<sup>2</sup> LC/G.2367(SES.32/3).

ii) de s'attacher, sur le plan institutionnel ainsi qu'avec d'autres acteurs importants, à promouvoir la coopération régionale dans le cadre de politiques de développement productif et d'innovation;

iii) d'identifier, dans la région, les initiatives fructueuses de partenariat public-privé en matière de développement productif et d'innovation susceptibles d'être appliquées et adaptées à d'autres contextes nationaux ou régionaux à titre de meilleures pratiques, compte tenu, dans chaque cas, des spécificités nationales et du cadre institutionnel respectif;

iv) d'organiser, durant la trente-troisième session, d'organiser une séance spéciale visant à dresser un bilan de l'évolution des politiques de développement productif et d'innovation dans la région, en particulier en ce qui concerne les systèmes nationaux d'innovation;

v) de se pencher plus particulièrement sur les défis posés aux pays et aux sous-régions par la conjoncture actuelle de crise énergétique et alimentaire mondiale et les thèmes y afférents en convoquant au plus tôt une réunion d'experts gouvernementaux sur ce sujet et en élaborant des études spécialisées qui permettent de prêter une assistance technique et de formuler diverses options de politique publique pour affronter ces défis;

4. *Demande* au Secrétaire exécutif d'assurer une vaste diffusion de ce document et d'en promouvoir l'examen dans les milieux économiques, académiques, politiques, sociaux et d'affaires de la région, tout en favorisant des dialogues nationaux sur les principaux sujets abordés et tenant compte dans chaque cas des spécificités nationales, ainsi qu'au sein des institutions internationales concernées par le développement économique, afin de continuer à favoriser une analyse comparative plus poussée avec les pays situés hors de la région.

**634(XXXII) CALENDRIER DE CONFÉRENCES DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES POUR LA PÉRIODE 2008-2010**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* la résolution 419(PLEN.14) du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la rationalisation de la structure institutionnelle et du plan de réunions du système de la Commission, selon laquelle il incombe à celle-ci d'examiner, à chaque session ordinaire, le calendrier complet de conférences et de réunions programmées jusqu'à la session ordinaire suivante,

*Tenant compte* de la résolution 489(PLEN.19) sur la structure intergouvernementale et les fonctions de la Commission, aux termes de laquelle il est recommandé de maintenir la structure institutionnelle existante,

*Rappelant en outre* la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, intitulée "Plan des conférences", et la disposition relative au principe d'alternance du siège des sessions de la Commission, figurant dans l'article 2 du Règlement de la Commission et réaffirmé dans la résolution 480(XXI),

*Tenant compte* de la résolution 553(XXVI) sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, dans laquelle il est recommandé que le plan actuel des réunions du système de la CEPALC continue de servir de fondement au maintien de la simplicité, de l'efficacité et de la souplesse de son fonctionnement,

*Ayant à l'esprit* les résolutions et les décisions du Conseil économique et social et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui établissent et régissent la périodicité des réunions des organes subsidiaires de la Commission,

*Ayant examiné* le projet de calendrier de conférences intergouvernementales de la Commission pour la période 2008-2010 figurant dans l'annexe 6 du document pertinent,<sup>1</sup>

*Considérant* les objectifs et l'ordre de priorité établis dans les sous-programmes de travail et les programmes d'action régionale approuvés par les États membres à la trente-deuxième session,

1. *Réaffirme* la décision de maintenir la structure intergouvernementale et le plan de réunions actuels et approuve le calendrier de conférences de la Commission, tel qu'il est reproduit dans l'annexe de la présente résolution, avec les observations et les suggestions consignées dans le rapport de la trente-deuxième de la Commission;

2. *Réaffirme en outre* que le système actuel de services de conférences de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, s'est avéré efficace tant du point de vue des aspects de fond et organisationnels que du point de vue des coûts, et recommande que le Secrétaire exécutif continue d'assumer les tâches correspondantes de façon à assurer l'amélioration constante et soutenue de ces services;

---

<sup>1</sup> *Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour la période 2008-2010. Note du Secrétariat (LC/G.2374(SES.32/10)).*

3. *Réaffirme également* qu'il importe de continuer à confier à la Commission la responsabilité de l'organisation et de la tenue des réunions préparatoires aux échelons régional et sous-régional et de suivi des conférences mondiales des Nations Unies dans les domaines économique et social;

4. *Demande* au Secrétaire exécutif de saisir les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies des suggestions propres à permettre l'exécution du calendrier adopté;

5. *Prie* le Secrétaire exécutif de rendre compte de l'application de cette résolution à la trente-deuxième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Annexe  
**CALENDRIER DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES DE LA CEPALC PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE 2008-2010**

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
2008	Vingtième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	<sup>a b</sup>	Résolution 310(XXVI); 419(PLEN.14), 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX), 489(PLEN.19) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2008	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	<sup>a b</sup>	Résolution 9(VI) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2008	Quarante-deuxième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	<sup>a b</sup>	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, para. 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
2008	Séminaire international sur le changement climatique et son suivi en Amérique latine et dans les Caraïbes	Siège de la CEPALC, Santiago du Chili <sup>b</sup>	Résolution 602(XXX)	Fonds extrabudgétaires
2008	Réunion régionale d'experts: Agriculture, développement rural, terres, sécheresse et désertification Recommandations de politique et de bonnes pratiques pour le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes face à la CDD 17	Siège de la CEPALC, Santiago du Chili <sup>b</sup>	Résolution 602(XXX)	Budget ordinaire de la CEPALC
2008	Huitième réunion du Comité Exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC	Saint-Domingue, République dominicaine, octobre	Résolutions 580(XXVIII) de la CEPALC et 2000/7 du Conseil économique et social	Budget ordinaire de la CEPALC
2008	Vingt-quatrième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	<sup>a b</sup>	Résolutions 351(XVI) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de l'ILPES et de la CEPALC
2009	Vingt-cinquième session du Comité plénier de la CEPALC	Siège des Nations Unies, New York <sup>b</sup>	Résolution 106(VI) (para. 3) du Conseil économique et social, Résolution 419(PLEN.14) et 489(PLEN.19)	Budget ordinaire
2009	Quarante-troisième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	<sup>a b</sup>	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, para. 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
2009	Quatorzième réunion du Comité de surveillance du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	<sup>a b</sup>	Résolutions 358(XVI), 419(PLEN.14), 489(PLEN.19) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2009	Quarante-quatrième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	Siège de la CEPALC, Santiago du Chili <sup>b</sup>	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, para. 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
2009	Vingt-et-unième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	<sup>a b</sup>	Résolution 310(XXVI); 419(PLEN.14), 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX), 489(PLEN.19) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC

Annexe (fin)

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
2009	Neuvième réunion du Comité Exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC	<sup>ab</sup>	Résolutions 580(XXVIII) de la CEPALC et 2000/7 du Conseil économique et social	Budget ordinaire de la CEPALC
2009	Cinquième réunion de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC	Siège de la CEPALC Santiago du Chili <sup>b</sup>	Résolution 2000/7 du Conseil économique et social des Nations Unies	Budget ordinaire de la CEPALC
2009	Vingt-cinquième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	<sup>ab</sup>	Résolutions 351(XVI) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de l'ILPES et de la CEPALC
2009	Forum sur l'application régionale des décisions adoptées au Sommet mondial sur le développement durable	Siège de la CEPALC, Santiago du Chili, octobre	Résolution 602(XXX)	Budget ordinaire
2010	Vingt-troisième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	<sup>ab</sup>	Résolutions 358(XVI), 419(PLEN.14), 489(PLEN.19) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2010	Onzième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	Brasilia, Brésil, juin	Décision adoptée par le Comité plénier le 21 novembre 1977 lors de sa onzième session extraordinaire	Budget ordinaire
2010	Réunion régionale d'évaluation du Plan d'action de la Société de l'information en Amérique latine et aux Caraïbes eLAC 2010	Lima, Pérou <sup>b</sup>	Résolution 610(XXX)	Fonds extrabudgétaires
2010	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	<sup>ab</sup>	Résolution 9(VI) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2010	Dixième réunion du Comité Exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC	<sup>ab</sup>	Résolution 2000/7 du Conseil économique et social des Nations Unies	Budget ordinaire de la CEPALC
2010	Vingt-sixième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification (ILPES)	<sup>ab</sup>	Résolutions 351(XVI) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de l'ILPES et de la CEPALC
2010	Vingt-troisième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	<sup>ab</sup>	Résolutions 310(XVI); 419(PLEN.14), 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX), 489(PLEN.19) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2010	Trente-troisième session de la CEPALC	<sup>ab</sup>	Résolution 106(VI) du Conseil économique et social	Budget ordinaire de la CEPALC

<sup>a</sup> Lieu à confirmer.<sup>b</sup> Date à confirmer.

**635(XXXII) PRIORITÉS ET PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION  
ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES  
POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2010-2011**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Ayant à l'esprit* l'article 24 du Mandat et Règlement intérieur de la Commission, les mandats émanés de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social des Nations Unies sur la préparation et l'examen des programmes de travail de tous les organismes du système, ainsi que les dispositions de la résolution 59/265 de l'Assemblée générale et la décision 1984/101 du Conseil économique et social relatives aux publications périodiques des Nations Unies,

*Ayant également à l'esprit* la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-cinquième session,<sup>1</sup> l'évaluation des progrès accomplis et des tâches à réaliser par le Secrétariat de la Commission pour faciliter sa mise en œuvre dans la région<sup>2</sup> et le Document final du Sommet mondial 2005,<sup>3</sup>

*Tenant compte* du Projet de cadre stratégique pour la période 2010-2011,<sup>4</sup> qui sera analysé en temps opportun par l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session,

*Ayant examiné* la proposition de priorités pour le travail de la Commission exposée par le Secrétaire exécutif dans sa présentation du projet de programme de travail du système de la Commission pour la période biennale 2010-2011 dans lequel les priorités entérinées par la Commission à sa session antérieure sont actualisées et renforcées,

*Ayant en outre examiné* tous les aspects du projet de programme de travail du système de la Commission pour la période biennale 2010-2011, qui comprend l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale, dans lequel l'approche de programmation et de gestion fondée sur les résultats est affinée et perfectionnée,

1. *Fait sien* le projet de programme de travail de la Commission pour la période biennale 2010-2011 exposé par le Secrétaire exécutif, qui prévoit la consolidation progressive de la stabilité macroéconomique et la promotion consécutive de politiques propres à atténuer la vulnérabilité, l'accroissement du potentiel productif de la région et la réduction des écarts de productivité, l'amélioration de l'insertion de la région au sein de l'économie internationale et la promotion de stratégies de développement productif à long terme, accompagnées de modalités appropriées de coopération et de participation des secteurs public et privé; la promotion d'accords sociaux de grande envergure qui renforcent la cohésion sociale, atténuent les risques sociaux et favorisent la prise en compte des critères de sexospécificité dans les politiques publiques; le perfectionnement des politiques de développement durable et l'étude des conséquences socioéconomiques du changement climatique; le renforcement de la

<sup>1</sup> Voir la résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

<sup>2</sup> *Objetivos de desarrollo del Milenio: una mirada desde América Latina y el Caribe* (LC/G.2331-P), juin 2005; *Objetivos de desarrollo del Milenio 2006: una mirada a la igualdad entre los sexos y la autonomía de la mujer* (LC/G.2352-P), décembre 2007; *Objetivos de desarrollo del Milenio. La progresión hacia el derecho a la salud en América Latina y el Caribe* (LC/G.2634), mai 2008.

<sup>3</sup> Voir la résolution 60/1 de l'Assemblée générale du 24 octobre 2005.

<sup>4</sup> A/63/6 (Prog. 17).

gestion publique et l'amélioration et consolidation du cadre institutionnel concerné par la gestion des problématiques mondiales et transfrontières sur le plan régional;

2. *Demande* au Secrétaire exécutif de s'attacher à analyser les défis posés à la région par la conjoncture actuelle de la crise énergétique et alimentaire mondiale et les questions y afférentes moyennant la réalisation d'études spécialisées permettant de fournir une assistance technique et de formuler des politiques publiques qui contribuent à relever ces défis;

3. *Approuve* le programme de travail du système de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période biennale 2010-2011,<sup>5</sup> qui comprend l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale, lequel, lorsque les orientations consignées dans les résolutions adoptées à la trente-deuxième session de la Commission y seront ajoutées, portera autorisation pour la mise en œuvre des programmes et projets et des activités de coopération technique, ainsi que pour la production des publications périodiques qui y sont décrites;

4. *Prend note* du fait que l'affectation des ressources nécessaires à la réalisation des activités décrites dans le programme de travail doit être soumise à la considération des organes pertinents des Nations Unies, avant d'en amorcer l'exécution;

5. *Invite* le Secrétaire exécutif à maintenir la pratique de convoquer le Comité plénier entre les sessions de la Commission afin de renforcer et d'étoffer le dialogue entre les États membres et le Secrétariat sur les thèmes considérés importants;

6. *Demande* au Secrétaire exécutif de faire rapport à la trente-troisième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur les progrès accomplis dans l'application de cette résolution.

---

<sup>5</sup> *Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2010-2011 (LC/G.2373(SES.32/9)).*

**636(XXXII) APPUI AUX TRAVAUX DE L'INSTITUT LATINO-AMÉRICAIN ET DES  
CARAÏBES DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (ILPES)**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* la résolution 340(AC.66) du 25 janvier 1974, stipulant que l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale se constitue en organisme permanent de la Commission, doté d'une identité propre et relevant directement du Secrétaire exécutif de la CEPALC,

*Tenant compte* de la réalisation, le 27 juin 2007 à Brasilia (Brésil), de la treizième réunion du Conseil régional de planification de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale,

*Réitérant* sa reconnaissance aux gouvernements des États membres du Conseil régional de planification et de son Bureau directeur pour le soutien précieux qu'ils apportent à l'Institut, tant sur le plan de son orientation que de son financement ordinaire,

1. *Prend note* des résolutions émanées de la treizième réunion du Conseil régional de planification de l'Institut;<sup>1</sup>

2. *Exprime* sa reconnaissance aux gouvernements des États membres du Conseil régional de planification de leur contribution au système ordinaire d'apports des gouvernements, qui permet de financer une partie importante des activités de l'Institut;

3. *Exprime* sa satisfaction pour le soutien apporté aux activités de l'Institut par le Secrétariat exécutif de la Commission et demande au Secrétaire exécutif de la CEPALC de continuer de lui allouer les ressources financières et humaines nécessaires pour que l'ILPES puisse réaliser au mieux ses activités;

4. *Réitère* la recommandation visant à ce que l'Institut se consolide en tant qu'organisme de formation du système de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et intensifie les activités qu'il mène dans ce domaine, avec le concours des bureaux sous-régionaux, des divisions de la Commission et d'autres institutions internationales.

---

<sup>1</sup> Treizième réunion du Conseil régional de planification Brasilia (Brésil), 27 juin 2007 [en ligne] <http://www.cepal.org/ilpes/noticias/noticias/5/28195/Resoluciones%20XIII%20CRP%20BRASILIA.pdf>.

## 637(XXXII) SUIVI DU PLAN D'ACTION POUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* les principes et les objectifs énoncés dans la Déclaration de principes et le Plan d'action adoptés lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, décembre 2003), ainsi que dans l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adoptés durant la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (Tunis, novembre 2005) en vue de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015 et à la promotion du développement social, économique et culturel,

*Réitérant également* les principes et les objectifs énoncés dans la Déclaration de Bâvaro (République dominicaine, janvier 2003), ainsi que dans l'Engagement de Rio et dans le Plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes (eLAC 2007) adoptés à la Conférence ministérielle régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes préparatoire de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (Rio de Janeiro, Brésil, juin 2005), ainsi que dans l'Engagement de San Salvador et dans le Plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes (eLAC2010) adoptés à la deuxième Conférence ministérielle sur la société de l'information de l'Amérique latine et des Caraïbes (San Salvador, février 2008),

*Reconnaissant* le rôle d'appui que jouent les commissions régionales des Nations Unies dans l'application du Plan d'action de Genève, notamment en ce qui concerne la contribution des gouvernements et des parties intéressées à la promotion des technologies de l'information et des communications aux fins du développement, ainsi qu'en matière de coopération internationale et dans la création d'un environnement propice,

*Rappelant* les résolutions 610(XXX) et 629(XXXI) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, adoptées, respectivement, à ses trentième et trente-et-unième sessions,

*Reconnaissant* la contribution fondamentale de la Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes à la prestation d'une assistance aux pays de la région dans les deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information, ainsi que dans l'édification de la société de l'information dans la région depuis l'an 2000, y compris l'important soutien technique fourni à la deuxième Conférence ministérielle sur la société de l'information (San Salvador, février 2008),

*Rappelant* l'article 101 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, selon lequel, à la demande des États Membres et dans les limites des ressources budgétaires approuvées, les commissions régionales des Nations Unies pourraient, en collaboration avec des organisations régionales et sous-régionales, organiser régulièrement des activités régionales de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information et fournir aux États Membres des informations techniques et autres en vue de l'élaboration de stratégies régionales et de la mise en œuvre des accords issus des conférences régionales,

*Reconnaissant* que les objectifs mondiaux du Plan d'action de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information ont été fixés à l'horizon 2015 et que la mise en œuvre du Plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes (eLAC 2010) constitue un deuxième pas sur la voie de leur réalisation,

*Se félicitant* de la proposition du gouvernement du Pérou d'accueillir dans son pays une conférence d'évaluation de eLAC 2010 en 2010,

*Ayant à l'esprit* la nécessité de promouvoir une perspective latino-américaine et des Caraïbes de la société de l'information,

*Demande* au Secrétariat, en fonction des ressources disponibles, de:

i) prêter une assistance aux pays de la région, en particulier au niveau de la formulation de stratégies nationales, en vue de la réalisation des cibles du Plan d'action sur la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes (eLAC 2010), résultant directement des engagements contractés au Sommet mondial sur la société de l'information, par l'octroi de services de coopération technique, la réalisation d'études et la collaboration dans l'organisation de réunions, conformément à leurs capacités et compétences;

ii) fournir une assistance technique au Mécanisme régional de suivi de l'eLAC2010 à l'aide d'études, de statistiques et d'informations de fond sur la société de l'information et les politiques publiques qui y sont associées, la production de bulletins d'information, le maintien et l'élargissement d'un espace virtuel de collaboration et collaborer à l'organisation de réunions techniques et de la conférence d'évaluation de l'eLAC2010 et sa phase préparatoire;

iii) prêter un appui technique au Bureau directeur du Mécanisme régional de suivi de l'eLAC2010 afin de chercher des synergies avec les initiatives d'organisations internationales susceptibles de contribuer aux cibles établies dans l'eLAC2010, à propos desquelles le Bureau directeur consultera les États membres, et

iv) fournir un appui technique à l'organisation de la prochaine Conférence ministérielle de la société de l'information de l'Amérique latine et des Caraïbes qui se tiendra au Pérou.

**638(XXXII) CONFÉRENCE STATISTIQUE DES AMÉRIQUES DE LA COMMISSION  
ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* la résolution 2000/7 du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de laquelle il a été convenu de créer la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en qualité d'organe subsidiaire de la Commission,

*Ayant à l'esprit* la résolution 2006/6 du Conseil économique et social relative au renforcement de la capacité statistique,

*Ayant également présent à l'esprit* que l'un des objectifs de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes est d'élaborer un programme biennal d'activités de coopération régionale et internationale qui, dans la mesure des ressources disponibles, réponde aux besoins des pays de la région,

*Tenant compte* du fait qu'en sa qualité d'organe subsidiaire de la Commission, la Conférence statistique a tenu sa quatrième réunion à Santiago du Chili, du 25 au 27 juillet 2007, à laquelle elle a décidé de se doter d'un plan stratégique pour la période 2005-2015, ainsi que du programme biennal d'activités de coopération régionale et internationale, 2007-2009,<sup>1</sup>

*Tenant également compte* du fait que, depuis la session antérieure de la Commission, le Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a tenu les réunions suivantes: la sixième, à Madrid, les 25 et 26 septembre 2006, et la septième à Bogota, les 29 et 30 novembre 2007,

*Ayant présent à l'esprit* que plusieurs accords, consignés dans les rapports respectifs,<sup>2</sup> ont été adoptés à ces réunions,

1. *Prend note* des rapports de la quatrième réunion de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et des sixième et septième réunions de son Comité exécutif;

2. *Accueille avec satisfaction* le plan stratégique 2005-2015 de la Conférence en tant que cadre de référence pour la mise au point des politiques de renforcement et de développement des systèmes statistiques nationaux.

---

<sup>1</sup> *Informe de la cuarta reunión de la Conferencia Estadística de las Américas de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (LC/L.2795).*

<sup>2</sup> *Informe de la sexta reunión del Comité Ejecutivo de la Conferencia Estadística de las Américas de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (LC/L.2651); informe de la séptima reunión del Comité Ejecutivo de la Conferencia Estadística de las Américas de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (LC/L.2870).*

**639(XXXII) ACTIVITÉS DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE  
LATINE ET LES CARAÏBES DANS LE CADRE DU SUIVI DES OBJECTIFS DU  
MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'APPLICATION DES  
RÉSULTATS DES GRANDES CONFÉRENCES ET DES SOMMETS  
DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL ET DOMAINES CONNEXES**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* le Document final du Sommet mondial 2005,<sup>1</sup>

*Rappelant également* les résolutions 60/265 et 61/16 de l'Assemblée générale et la résolution 2006/44 du Conseil économique et social,

*Rappelant également* les résultats émanés des grandes conférences et des sommets des Nations Unies dans les domaines économique et social et domaines connexes, notamment les objectifs et les cibles pour le développement, et reconnaissant le rôle fondamental qu'ont joué ces conférences et sommets dans la configuration d'une vision plus vaste du développement et la concertation d'objectifs communs qui ont contribué à améliorer la vie humaine dans différentes parties du monde,

*Soulignant* la nécessité de mettre intégralement en œuvre le partenariat mondial pour le développement et d'intensifier le mouvement né dans la foulée du Sommet mondial 2005 pour concrétiser et appliquer à tous les niveaux les engagements contractés dans le cadre des grandes conférences et des sommets des Nations Unies, y compris le Sommet mondial de 2005, dans les domaines économique et social et domaines connexes,

*Tenant compte* du fait que, conformément au mandat exprimé dans la résolution 625(XXXI) en 2006 et 2007 et durant le premier semestre de 2008, le Secrétariat a coordonné la préparation des rapports régionaux institutionnels intitulés *Objetivos de desarrollo del Milenio. Informe 2006: una mirada a la igualdad entre los sexos y la autonomía de la mujer* et *Objetivos de desarrollo del Milenio. La progresión hacia el derecho a la salud en América Latina y el Caribe*,<sup>2</sup> avec la collaboration de tous les organismes, programmes et fonds des Nations Unies présents dans la région,

1. *Demande* au Secrétariat de continuer à collaborer avec les pays de la région dans l'application et le suivi des résultats des décisions adoptées dans les grandes conférences et les sommets des Nations Unies dans les domaines économique et social et domaines connexes, y compris le Document final du Sommet mondial 2005;

2. *Demande également* au Secrétariat de continuer à assurer la coordination de rapports interinstitutionnels régionaux annuels faisant le point des progrès accomplis dans la réalisation des cibles relatives à l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim des objectifs du Millénaire pour le développement.

<sup>1</sup> Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

<sup>2</sup> LC/G.2352-P et LC/G.2364.

**640(XXXII) ADMISSION DES ÎLES CAÏMAN EN QUALITÉ D'ÉTAT MEMBRE DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* le paragraphe 3a) du Mandat et Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans lesquels il est indiqué que “tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, toute partie ou tout groupe de tels territoires pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le membre responsable des relations internationales de ce territoire, de cette partie ou de ce groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé”,

*Reconnaissant* que les îles Caïman possèdent d'étroites relations économiques, culturelles et sociales avec le reste de la région, et qu'elles sont résolues à renforcer ces relations chaque fois que possible,

*Consciente* également que leur incorporation en qualité de membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes contribuera énormément à la réalisation de cet objectif,

*Accueille avec satisfaction* la demande présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du nord afin que les îles Caïman soient admises en tant que membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

*Convient* d'octroyer aux îles Caïman la qualité de membre associé de la Commission.

**641(XXXII) COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE COOPÉRATION DES CARAÏBES**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* sa résolution 358(XVI) de 1975 portant création du Comité de développement et de coopération des Caraïbes en tant qu'organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui devra servir d'organe de coordination pour les activités relatives au développement et à la coopération à l'échelon de cette sous-région,

*Reconnaissant* l'importance du rôle joué par le Comité de développement et de coopération des Caraïbes, en tant qu'instance d'échange d'informations et d'expériences entre les gouvernements de la sous-région face aux principaux enjeux posés par le processus de développement durable dans les domaines économique et social,

*Considérant* qu'en sa qualité d'organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes a tenu sa vingt-deuxième session à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, les 22 et 23 avril 2008, et que son Comité de surveillance a tenu sa treizième réunion les 23 et 24 août 2007 à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, réunions à l'issue desquelles ont été adoptés les accords et résolutions qui figurent dans les rapports respectifs,<sup>1</sup>

1. *Prend note* du rapport de la vingt-deuxième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes et de la treizième réunion de son Comité de surveillance;

2. *Demande* au Secrétaire exécutif d'adopter toutes les mesures requises pour garantir la pleine application des décisions et des résolutions qui figurent dans les rapports de la vingt-deuxième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes et de la treizième réunion de son Comité de surveillance.

---

<sup>1</sup> *Report of the twenty-second session of the Caribbean Development and Cooperation Committee (LC/CAR/L.169) et Report of the thirteenth meeting of the Monitoring Committee of the CDCC (LC/CAR/L.132).*

**642(XXXII) COOPÉRATION SUD-SUD**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Considérant* la résolution 62/209 de l'Assemblée générale sur la coopération Sud-Sud, dans laquelle l'Assemblée constate qu'il est nécessaire de renforcer et de dynamiser cette coopération et décide de convoquer, au plus tard au premier semestre de 2009, une conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud à l'occasion du trentième anniversaire du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement,

*Rappelant* la résolution 620(XXXI) de la trente-et-unième session de la Commission intitulée "Coopération Sud-Sud", dans laquelle la Commission réitère l'importance de cette coopération entre les pays de la région et demande au Secrétaire exécutif de prendre des mesures, entre autres, pour renforcer la coopération Sud-Sud dans le programme de travail du Secrétariat, en particulier en ce qui concerne les projets financés à l'aide de fonds extrabudgétaires,

1. *Prend note* avec satisfaction du rapport d'activités menées pour soutenir cette coopération, qui rend compte de l'augmentation substantielle du financement extrabudgétaire destiné aux activités de coopération technique de la Commission dont une part importante correspond aux activités de coopération Sud-Sud;<sup>1</sup>

2. *Prie instamment* le Secrétaire exécutif de poursuivre les efforts qui ont donné de si bons résultats en termes d'accroissement de la coopération technique fournie aux pays de la région par le Secrétariat;

3. *Demande* au Secrétariat d'appuyer, en collaboration avec d'autres institutions régionales, les activités préparatoires de la conférence de haut niveau qui sera tenue à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires, en particulier l'éventuelle consultation régionale préparatoire.

---

<sup>1</sup> *Actividades del sistema de la CEPAL durante el bienio 2006-2007 para promover y apoyar la cooperación Sur-Sur. Nota de la Secretaría (LC/G.2371(SES.32/7)).*

**643(XXXII) LIEU DE LA PROCHAINE SESSION**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Ayant à l'esprit* le paragraphe 15 de son Mandat et les articles 1 et 2 de son Règlement,

*Considérant* que le Brésil a proposé de servir d'hôte à la trente-troisième session de la Commission,

1. *Remercie* le Gouvernement du Brésil de son aimable invitation;
2. *Accepte* en l'appréciant cette invitation;
3. *Recommande* au Conseil économique et social des Nations Unies d'approuver la tenue de la trente-troisième session au Brésil, en 2010.

**644(XXXII) POPULATION ET DÉVELOPPEMENT: ACTIONS PRIORITAIRES  
POUR LA PÉRIODE 2008-2010**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* le Consensus de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, adopté à Mexico en mai 1993, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en septembre 1994, le Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, de 1994; le document intitulé "América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo";<sup>1</sup> le rapport de la vingt-et-unième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulé "Examen et évaluation d'ensemble de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement", le rapport du Comité spécial plénier de la vingt-et-unième session extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulé "Principales mesures proposées pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement"; le rapport du Comité spécial plénier de la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale, sur les "Principales mesures proposées pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement"; la Déclaration du Millénaire, adoptée par les Nations Unies en septembre 2000; les rapports des première et deuxième Conférences régionales intergouvernementales sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>2</sup> et le Document final du Sommet mondial 2005,<sup>3</sup>

*Tenant compte* des résolutions 615(XXXI) et 616(XXXI), adoptées à la trente-et-unième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenue à Montevideo (Uruguay), en mars 2006,

*Considérant* les accords émanés de la septième réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenue à Bogota (Colombie) en novembre 2007, ainsi que les conclusions de l'atelier consacré aux travaux préparatoires, à l'analyse et l'échange d'expériences en vue du bon déroulement de la série 2010 des recensements de population et du logement en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisé par le Fonds des Nations Unies pour la population à Panama, en septembre 2007,

*Accueillant avec satisfaction* la réalisation du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement (septembre 2006) visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les pays, les résultats de la trente-neuvième session de la Commission de la population et du développement des Nations Unies qui a abordé le thème de la migration internationale et du développement, les orientations explicites en matière de migration internationale contenues dans le Plan d'action souscrit par les chefs d'État et de gouvernement participant au deuxième Sommet des Amériques, ainsi que les mesures adoptées dans le cadre des quinzième, seizième et dix-septième Sommets ibéro-américains des chefs d'État et de gouvernement où les chefs d'État et de gouvernement des pays ibéro-américains ont exprimé leur volonté de garantir le respect et la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles,

<sup>1</sup> LC/DEM/G.184 (1999).

<sup>2</sup> LC/L.2079 et LC/L.2891(CRE.2/5).

<sup>3</sup> Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

*Tenant compte* du fait qu'à la deuxième Conférence régionale intergouvernementale sur le vieillissement: vers une société pour tous les âges dotée d'une protection sociale fondée sur le droit, tenue à Brasilia (Brésil), en décembre 2007, les pays ont adopté la Déclaration de Brasilia,

*Soulignant* que le Centre latino-américain et des Caraïbes (CELADE) - Division de la population de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a commémoré son cinquantième anniversaire en 2007 qui a été marqué par différentes activités commémoratives,

1. *Remercie et félicite* le Centre d'avoir organisé la réunion technique du Comité spécial sur la population et le développement et d'avoir préparé la documentation pertinente, notamment le document *Transformaciones demográficas y su influencia en el desarrollo en América Latina y el Caribe*,<sup>4</sup> ainsi que le Fonds des Nations Unies pour la population d' y avoir apporté son soutien, de même que les deux organisations de l'appui prêté aux pays de la région dans la mise en œuvre du Programme d'action du Caire et du Plan d'action international de Madrid et de sa Stratégie régionale d'exécution en Amérique latine et dans les Caraïbes;

2. *Se félicite* de la réalisation du séminaire de commémoration du cinquantième anniversaire du Centre, en octobre 2007, et remercie les pays et la communauté internationale, en particulier à la France et au Fonds sur la population, du soutien apporté au bon déroulement de cette activité;

3. *Souligne l'importance* de la Déclaration de Brasilia, adoptée à la deuxième Conférence régionale intergouvernementale sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et remercie le Secrétariat de sa contribution technique à l'organisation de cette réunion, ainsi que de la préparation des documents de fond pertinents. Remercie également le Brésil et le Fonds pour la population de l'appui qu'ils ont fourni à la réalisation de la Conférence;

4. *Réitère* qu'il est important d'améliorer les sources d'information, en particulier les recensements démographiques, les statistiques vitales et les enquêtes spécialisées, pour assurer le suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement et la Déclaration du Millénaire; et souligne à nouveau qu'il est indispensable de mettre au point des systèmes nationaux d'information statistique fiable, opportune et de qualité en vue de la prise de décisions ainsi que de la formulation, du suivi et de l'évaluation de politiques publiques et de programmes de développement;

5. *Réaffirme* les accords énoncés dans la résolution 615(XXXI), adoptée à la trente-et-unième session de la Commission, dans laquelle celle-ci prie instamment les gouvernements qui ne l'auraient pas encore fait de signer et de ratifier les instruments juridiques des Nations Unies destinés à promouvoir et à protéger les droits de l'homme des migrants en tant que mécanismes d'intégration sociale intégrale et invite également les gouvernements qui ont souscrit à ces instruments à en garantir la pleine application;

6. *Recommande* au Secrétariat de poursuivre ses activités visant à la formation d'un groupe interinstitutions chargé du suivi des thèmes associés à la migration internationale et au développement dans la région, qui sera coordonné par la Commission;

---

<sup>4</sup> LC/G.2378(SES.32/14).

7. *Demande* au Secrétariat, en coordination avec les organismes du Groupe interinstitutions sur le vieillissement, de continuer à fournir un appui technique aux pays dans l'application de la Stratégie régionale d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes, du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et d'intensifier les activités de suivi des accords souscrits dans la Déclaration de Brasilia, notamment en ce qui concerne les politiques publiques, l'information, la recherche et les droits humains. Elle encourage également le Secrétariat à s'employer à favoriser la prise en compte de la perspective régionale dans le cadre stratégique d'application du Plan d'action de Madrid qui sera présenté à la quarante-septième session de la Commission du développement social, en février 2009;

8. *Demande* au secrétariat de prêter son assistance technique à la réalisation de réunions de suivi de la Déclaration de Brasilia, notamment en ce qui concerne le thème des mécanismes internationaux de protection des droits des personnes âgées;

9. *Encourage* le Secrétariat à continuer de coordonner ses efforts avec d'autres institutions internationales et multilatérales afin de mener à bien des activités utiles aux États membres; et se félicite tout particulièrement des liens établis avec le Secrétariat général ibéro-américain;

10. *Prie instamment* le Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) – Division de la population de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Division Femmes et développement de la Commission et le Fonds des Nations Unies pour la population d'apporter leur soutien au suivi des plans d'action que les pays doivent préparer pour parvenir aux objectifs du Millénaire, comme il en a été convenu au Sommet mondial 2005;

11. *Demande* au Secrétariat, en coordination avec le Bureau du Comité spécial et avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population, de continuer à accorder la priorité aux thèmes suivants en tenant compte de la perspective segmentation: situation, déterminants et conséquences des tendances démographiques; dynamique démographique, équité et pauvreté; vieillissement, populations autochtones et d'ascendance africaine d'Amérique latine; migration internationale et interne; formation des ressources humaines et population et développement, et la série 2010 de recensements de population et de logement et statistiques vitales;

12. *Invite* le Secrétariat à organiser en 2009, sous le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population, un séminaire pour faire le point de la mise en oeuvre du Programme d'action du Caire et, 15 ans après son adoption, son rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement, y compris l'accès universel à la santé procréative et sexuelle;

13. *Propose* au Secrétariat d'étudier, avec la collaboration du Fonds, la possibilité d'appliquer une stratégie de formation en population et développement et de réaliser un cours régional de formation en analyse démographique pour le développement à partir de 2009, spécialement axé sur l'examen des recensements de façon à préparer la série 2010;

14. *Demande également* que le Secrétariat informe le Comité spécial, à sa prochaine réunion, des activités menées à bien dans les domaines mentionnés dans les trois paragraphes ci-dessus;

15. *Recommande* que la prochaine réunion ordinaire du Comité spécial, qui sera tenue en 2010, soit consacrée à l'examen du thème Population, développement et santé, y compris la santé sexuelle et procréative, et demande au Secrétariat du Comité spécial de se charger, en collaboration avec le Fonds, de préparer les documents de fond pertinents;

16. *Demande également* au Secrétariat d'étudier la possibilité d'étendre la réunion du Comité spécial à au moins deux jours lors des prochaines sessions;

17. *Invite* les pays de la région à continuer de déployer tous les efforts requis pour poursuivre l'application des mesures centrales du Programme d'action du Caire et du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et sa Stratégie régionale d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier dans le cadre des politiques visant à atténuer les inégalités sociales et ethniques, éliminer l'inégalité entre les sexes et éradiquer la pauvreté, et demande instamment à la communauté internationale d'accroître sa coopération technique et financière afin de parvenir à ces objectifs.

**645(XXXII) CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES FEMMES DE L'AMÉRIQUE  
LATINE ET DES CARAÏBES**

*La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,*

*Rappelant* la résolution 558(XXVI) dans laquelle elle a approuvé le Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001,

*Prenant note* des dispositions qui font ressortir le rôle fondamental des commissions régionales dans ces domaines, en particulier les résolutions de l'Assemblée générale 50/203, du 22 décembre 1995; 51/69 du 12 décembre 1996; 52/100 du 12 décembre 1997; 52/231 du 4 juin 1998; 53/120 du 9 décembre 1998 et 54/142 du 17 décembre 1999 et 61/45 du 19 décembre 2006, sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing,

*Rappelant en outre* la résolution 1997/61 du Conseil économique et social sur l'application des décisions et le suivi intégré et coordonné des grandes conférences internationales et sommets organisés par les Nations Unies,

*Tenant compte* du fait que, depuis la session antérieure de la Commission, la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, en sa qualité d'organe subsidiaire, a tenu sa dixième réunion à Quito, du 6 au 9 août 2007,

*Ayant présent à l'esprit* que, lors de cette réunion, a été adopté le Consensus de Quito,<sup>1</sup>

*Tenant compte* du fait que, depuis la session antérieure de la Commission, la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, en sa qualité d'organe subsidiaire, a tenu les réunions suivantes de son Bureau: trente-neuvième à Mexico, les 11 et 12 mai 2006; quarantième à Santiago du Chili, les 3 et 4 octobre 2006, et la quarante-et-unième à Bogota, les 24 et 25 avril 2008,

*Ayant présent à l'esprit* que plusieurs accords, consignés dans les rapports respectifs, ont été adoptés à ces réunions,<sup>2</sup>

1. *Prend note* des rapports de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et des trente-neuvième, quarantième et quarante-et-unième réunions du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes;

---

<sup>1</sup> *Rapport de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (LC/G.2361(CRM.10/8)).*

<sup>2</sup> *Informe de la trigésima novena reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (LC/L.2599); informe de la cuadragésima reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (LC/L.2695); proyecto de informe de la cuadragésima primera reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe.*

2. *Souligne l'importance* du Consensus de Quito, adopté à la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes;

3. *Félicite* la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'avoir conclu avec succès les procédures requises au Siège des Nations Unies pour transformer l'Unité Femmes et développement en Division de la Commission.

## Annexe 1

**RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DE SESSION SUR LA POPULATION ET  
LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR  
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**

1. Le Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC s'est réuni le 12 juin 2008, sous la présidence du bureau suivant:

<u>Présidence:</u>	Mexique
<u>Vice-présidences:</u>	Argentine
	Équateur
	Jamaïque
	Panama
<u>Rapporteur:</u>	Cuba

2. Le Comité spécial a adopté sans modification l'ordre du jour ci-après:

1. Élection du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Rapport de la Présidence du Bureau du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC
4. Suivi des progrès accomplis dans l'application de la résolution 615(XXXI) sur la migration internationale dans les domaines des droits de l'homme et du développement
5. Résultats du premier cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement
6. Présentation et analyse du document intitulé "*Transformaciones demográficas y su influencia en el desarrollo en América Latina y el Caribe*"
7. Présentation des activités nationales relatives au suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et à l'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement
8. Questions diverses
9. Conclusions

3. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a fait ressortir l'action du Centre latino-américain des Caraïbes de démographie (CELADE) - Division de la population de la CEPALC dans le domaine de la migration internationale, du vieillissement, des peuples autochtones et de la population d'ascendance africaine, ainsi que ses contributions en ce qui concerne le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et la jeunesse. Il a également mentionné les opportunités résultant du bonus démographique et son impact économique sur l'éducation, la santé et les pensions; il a aussi ajouté que les pays doivent consentir des efforts plus résolus pour progresser en matière de transformation productive, de création d'emplois et d'extension de la protection sociale. Il a finalement souligné l'importance d'une réflexion et de la prise en compte de la perspective démographique dans la planification du développement et des politiques publiques.

4. La Directrice de la Division pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a insisté sur le fait que les pays doivent s'efforcer de tirer parti du bonus démographique et assurer la redistribution des revenus. Elle a également évoqué les activités menées au

cours des dernières années conjointement avec la CEPALC, en particulier avec le CELADE, la Division de la promotion de l'égalité des sexes et la Division du développement social.

5. Le Président sortant du Comité spécial sur la population et le développement a passé en revue les principaux volets des activités menées par le Bureau en application des résolutions 615(XXXI) sur la migration internationale et 616(XXXI) sur les actions prioritaires en matière de population et de développement. Conformément à cette dernière résolution, il a fait ressortir la participation de représentants du Bureau au séminaire international intitulé "Cinquantenaire du CELADE", tenu en octobre 2007 à Santiago du Chili, ainsi qu'à la deuxième Conférence régionale intergouvernementale sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes, tenue en Brasilia (Brésil) en décembre 2007.

6. Il a également invité la CEPALC à continuer de promouvoir la formation d'un groupe interinstitutionnel chargé du suivi des questions liées à la migration et a insisté sur la nécessité de former des ressources humaines dans les domaines de la démographie, la population et du développement.

7. Dans sa présentation du rapport d'activités 2006-2008, le Directeur du Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) - Division de la population de la CEPALC a mis l'accent sur les progrès accomplis en matière de mesure et d'analyse de l'inégalité sociale et démographique, ainsi que du suivi des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a également fait ressortir les activités relatives aux populations autochtones et à la population d'ascendance africaine, ainsi qu'en matière de migration internationale et interne, de vieillissement, de distribution spatiale de la population et en vue de la série de recensement de 2010. Il a également souligné les efforts de la Division pour accroître l'information dans les domaines du traitement et de l'analyse de l'information sociodémographique sur la base des recensements de la population et du logement, des statistiques vitales, des enquêtes sur les ménages et d'autres sources de données recueillies à l'aide du logiciel REDATAM.

8. Il a également décrit les activités de commémoration du cinquantenaire du CELADE et les efforts consentis pour anticiper les scénarios futurs en matière de population. Il a invité les délégations à réviser avec une attention toute particulière le document de référence concernant les activités relatives aux populations autochtones et d'ascendance africaine, domaine dans lequel le CELADE a effectué d'importantes contributions au cours de la dernière période biennale. Finalement, il a fait ressortir la collaboration établie avec d'autres organismes internationaux tels que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB).

9. La Directrice de la Division pour l'Amérique latine et les Caraïbes du FNUAP est intervenue une nouvelle fois pour commenter les activités réalisées par le Fonds durant la période biennale 2006-2007 dans les domaines de la population et du développement, de l'hygiène sexuelle en matière de procréation et des droits, de l'égalité entre les sexes, des jeunes en tant que sujets de droits et des peuples autochtones et de la population d'ascendance africaine.

10. Elle a aussi analysé les enjeux actuels, en particulier la nécessité de renforcer l'interprétation et l'application de l'agenda de la population et du développement de la perspective des droits humains, de rendre la contribution des questions de population plus visible dans l'atteinte des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, de renforcer l'articulation entre l'agenda de la population et la lutte en faveur des droits des femmes et élargir la plate-forme d'acteurs sociaux et politiques, tout en renforçant les partenariats stratégiques déjà en place. Elle a ensuite présenté le Programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2008-2011 du FNUAP et ses objectifs dans les différents domaines.

11. Un représentant du CELADE a fait une présentation sur le suivi des progrès accomplis dans l'application de la résolution 615(XXXI) sur la migration internationale dans les domaines des droits de l'homme et du développement. Il a signalé que le secrétariat avait réalisé, au cours de la dernière période biennale, des études sur la carte migratoire régionale, sur le lien des émigrants avec leur pays d'origine, ainsi que sur l'information migratoire des recensements; il a également mis en oeuvre le projet Migration et développement: le cas de l'Amérique latine, financé par la Banque interaméricaine de développement (BID); et a participé activement aux réunions sur le thème de la migration internationale.

12. En ce qui concerne les activités de coopération interinstitutionnelle, le secrétariat a commencé les travaux préparatoires en vue de la création d'un groupe interinstitutionnel chargé du suivi des questions migratoires, coordonné par la CEPALC, et a souligné le rapport de travail fécond établi avec le SEGIB, organisme avec lequel il a organisé la rencontre ibéro-américaine sur la migration et le développement dont les débats ont servi de matériel de base au seizième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement. Le représentant a également commenté la contribution du secrétariat à la préparation du matériel technique et à l'organisation du Forum ibéro-américain sur la migration et de développement (Équateur, avril 2008). Il a également fait ressortir le fait que les participants au dix-septième Sommet ibéro-américain ont adopté la Convention multilatérale ibéro-américaine de sécurité sociale et qu'à cette occasion, la CEPALC a présenté une étude sur le nombre de bénéficiaires directs et indirects possibles de cet accord.

13. Pour conclure, il a annoncé que, durant la période biennale 2008-2009, le secrétariat prévoit de continuer à fournir une assistance technique aux pays membres, de publier un livre basé sur le document présenté à la session du Comité de 2006 et de mettre en oeuvre un projet mondial sur la migration internationale dans le cadre du Compte pour le développement des Nations Unies.

14. Le secrétariat a ensuite exposé les résultats du premier cycle de révision et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement. Le représentant a signalé que la région se trouve dans une situation où l'ampleur du vieillissement semble raisonnable mais qui reflète mal l'évolution qui s'annonce pour les 40 prochaines années.

15. Il a ensuite évoqué les mesures adoptées par les pays de la région en exécution des recommandations de la Stratégie régionale d'exécution en Amérique latine et dans les Caraïbes du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, ainsi que les activités de soutien technique menées à bien par le secrétariat dans les domaines de la coordination interinstitutionnelle, de l'information, de la recherche et des politiques publiques. Puis, il a présenté les résultats de la deuxième Conférence régionale intergouvernementale sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes: Vers une société pour tous les âges et de protection sociale basée sur les droits, tenue du 4 au 6 décembre 2007 à Brasilia (Brésil), dont le principal résultat a été l'adoption de la Déclaration de Brasilia.

16. Il a signalé en particulier les accords fondamentaux de la Déclaration en matière d'application et de suivi. Dans ce dernier domaine, le secrétariat a souligné l'importance donnée par les pays à la recherche, la prise en compte du vieillissement dans le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et les mécanismes de protection des droits des personnes âgées, domaines qui ont été mis en exergue lors de la quarante-sixième session de la Commission du développement social. Pour conclure, il a réaffirmé l'engagement du Secrétariat d'apporter son soutien à la mise en oeuvre de la Stratégie régionale sur le vieillissement et de la Déclaration de Brasilia.

17. Le directeur du CELADE - Division de la population de la CEPALC a présenté le document de travail *Transformaciones demográficas y su influencia en el desarrollo en América Latina y el Caribe* et a

abordé trois aspects, à savoir l'évolution démographique et ses perspectives futures dans la région, les variations du rapport de dépendance et les opportunités du bonus démographique, et les répercussions sectorielles du changement démographique et la situation de groupes spécifiques de la population.

18. Il a d'abord dressé un bilan de la situation démographique actuelle de la région et a classifié les pays en différentes étapes de la transition démographique, en fonction de leur niveau de fécondité et d'espérance de vie. Il a expliqué que la situation de la région est hétérogène et que de fortes réductions des niveaux de fécondité et de mortalité sont attendues, ce qui aura une incidence considérable sur la structure par âge de la population. Il a attiré l'attention sur un aspect saillant de la transition démographique qui est la pondération croissante de la population âgée et la diminution de la population de jeunes à mesure qu'évolue le processus. Il a toutefois signalé que l'intensification du processus de vieillissement est précédée d'une période durant laquelle le pourcentage de personnes en âge potentiellement productif s'accroît de manière soutenue par rapport à celui des personnes en âge potentiellement inactif. Au cours de cette période, qualifiée de "bonus démographique" ou "fenêtre d'opportunité démographique", la situation est particulièrement favorable pour le développement car les possibilités d'épargne et d'investissement augmentent dans le contexte de la croissance économique, ce qui exige l'élaboration et la mise en place de politiques macro-économiques favorables au développement soutenu.

19. Le représentant a affirmé que la transformation démographique va poser des enjeux importants pour les politiques sectorielles des pays de la région. En matière d'éducation, le fléchissement à long terme de la fécondité va entraîner de fortes réductions du rapport entre la population en âge d'étudier et la population en âge de travailler. Ceci va permettre de dégager des ressources financières qui vont permettre d'accroître l'investissement requis pour améliorer la qualité du secteur. En matière de santé, l'effet du rapport de dépendance sera plus favorable dans les pays qui se trouvent dans les phases initiales de la transition; en ce qui concerne le système de retraite par répartition, de fortes pressions sont prévues dans l'avenir sur ce secteur en raison du vieillissement de la population.

20. En conclusion, l'orateur a rappelé que les thèmes analysés doivent l'être dans le contexte plus vaste des droits de l'homme et de l'élimination de la pauvreté; en ce sens il a fait ressortir la situation de trois groupes particulièrement touchés en raison de leur vulnérabilité, à savoir les personnes âgées, les femmes et les populations autochtones. Il a ajouté qu'il est indispensable de progresser dans la création de mécanismes permettant à la pleine inclusion de ces trois groupes au développement et aux bénéfices qui en découlent.

21. Les délégations qui sont intervenues dans le débat qui a suivi ont félicité le secrétariat de la qualité et de la pertinence de l'étude présentée et ont commenté la situation démographique particulière de leur pays à la lumière des thèmes abordés dans la présentation. Une délégation a signalé que l'incorporation croissante des femmes au marché de l'emploi qui, certes, peut être considérée comme un progrès, s'est traduite par une diminution des taux de fécondité qui doit faire l'objet de politiques spécifiques.

22. Les interventions des délégations à propos du suivi du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et la Stratégie régionale d'exécution en Amérique latine et dans les Caraïbes du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement ont fait ressortir l'importance de préparer la série de recensements de 2010 et ont abordé certains aspects spécifiques tels que la migration internationale et les politiques ciblées sur les personnes âgées dans les pays respectifs.

23. Dans le domaine de la migration internationale, une délégation a suggéré que le CELADE effectue une analyse technique des politiques publiques appliquées pour mitiger les effets négatifs de la migration

dans les pays d'origine. Il importe également de mettre en place de nouvelles méthodes permettant de mesurer de façon plus précise de la capacité économique des familles et de tenir compte de la migration “invisible” dans les données de population.

24. En ce qui concerne les politiques ciblées sur les personnes âgées, certains pays ont commenté la mise en marche de programmes d'éducation, de formation et de recherche d'emploi pour les personnes âgées afin que celles-ci puissent améliorer leurs revenus. Parmi les programmes mis en oeuvre, il est intéressant de signaler l'existence d'initiatives qui visent à améliorer les relations entre les générations. Plusieurs délégations ont souligné que, pour garantir le bien-être dans la vieillesse, il faut renforcer les interventions publiques tout au long du cycle de vie, notamment le développement de programmes d'éducation infantile, d'emploi des jeunes et d'accès équitable à la santé.

25. D'autres délégations ont souligné l'importance de promouvoir l'élaboration d'une convention sur les droits de l'homme des personnes âgées au sein des Nations Unies.

26. Les conclusions de la réunion du Comité spécial sur la population et le développement sont reflétées dans la résolution 644(XXXII) intitulée “Population et développement: activités prioritaires pour la période 2008-2010”.

## Annexe 2

**RAPPORT DU COMITÉ DE COOPÉRATION SUD-SUD**

1. Le Comité de coopération Sud-Sud s'est réuni le 13 juin 2008 à l'occasion de la trente-deuxième session de la CEPALC, comme prévu dans le programme. Le Bureau a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Paraguay
<u>Vice-présidences:</u>	Barbade
	Mexique
<u>Rapporteur:</u>	Équateur

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Élection du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Rapport des activités menées par le système de la CEPALC pour promouvoir et soutenir la coopération Sud-Sud depuis la réunion antérieure du Comité, tenue lors de la trente-et-unième session de la Commission
4. Travaux préparatoires de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

3. En ce qui concerne le point 3 de l'ordre du jour, le chef du Groupe de gestion des projets de la Division des opérations et de la planification des programmes de la Commission a présenté le rapport d'activités de coopération Sud-Sud de la CEPALC durant la période biennale. Il a dressé un bilan des tendances mondiales en matière d'assistance technique au développement et a souligné que les sources de financement non traditionnel et la coopération technique Sud-Sud en tant que modalité sont appelées à acquérir une importance croissante au cours des prochaines années. Il a ensuite décrit les caractéristiques, les sources de financement, les activités et les résultats concrets des activités de coopération technique de la CEPALC.

4. Au cours du débat qui a suivi, plusieurs délégations se sont accordées à suggérer la mise en place d'une banque de capacités et de nécessités des pays de la région afin de pouvoir équilibrer au mieux les points forts et les points faibles ainsi identifiés. Afin d'éviter les doubles emplois, les délégations ont proposé de compléter les données du Secrétariat général ibéro-américain dans ce domaine et d'y ajouter celles des pays des Caraïbes. Un autre aspect abordé a été la nécessité de créer une nouvelle méthodologie pour mesurer la coopération Sud-Sud. Finalement, certaines délégations ont demandé une plus grande transparence dans le choix des projets financés par des pays situés hors de la région, ainsi qu'une plus grande coopération avec les centres de coordination gouvernementaux.

5. En ce qui a trait aux travaux préparatoires de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, les délégués ont souhaité utile de tenir une réunion préparatoire dans un pays de la région, dont l'organisation est confiée à la Commission sur décision des États membres.

6. Le représentant de l'École latino-américaine de coopération et de développement a ensuite mentionné les activités de formation organisées à l'échelle régionale et la représentante de l'Organisation panaméricaine de la santé en République dominicaine a fait ressortir l'expérience de coopération technique horizontale et triangulaire de l'institution en matière de santé et a offert le soutien de celle-ci à l'organisation de la réunion préparatoire de la Conférence de haut niveau.
7. Les conclusions de la réunion du Comité Sud-Sud sont reflétées dans la résolution 642(XXXII).

Annexe 3

**LISTA DE PARTICIPANTES  
LISTE DES PARTICIPANTS**

**A. Estados miembros de la Comisión  
Member States of the Commission  
États Membres de la Commission**

**ALEMANIA**

Representante/Representative:

- Christian Germann, Embajador de Alemania en República Dominicana

**ARGENTINA**

Representante/Representative:

- Hugo Varsky, Embajador, Subsecretaría de Integración Económica Americana, Ministerio de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Mónica Roqué, Directora, Dirección Nacional de Políticas para Adultos Mayores, Secretaría Nacional de Niñez, Adolescencia y Familia, Ministerio de Desarrollo Social
- Jorge Roballo, Embajador de Argentina en República Dominicana
- Fernando Gustavo Ricci, Consejero, Embajada de Argentina en República Dominicana
- Alicia Fernández, Jefe de Asesores de la Dirección, Instituto Nacional de Estadística y Censo
- Alejandro L. Robba, Vicepresidente de Nación Factoring, Banco de la Nación Argentina

**BARBADOS**

Representante/Representative:

- George Hutson, Minister of Trade, Industry and Commerce

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Christopher Hackett, Ambassador, Permanent Representative of the Barbados Mission to the United Nations
- Michael Wason, Chief Economist, Ministry of Trade, Industry and Commerce

**BELICE/BELIZE**

Representante/Representative:

- Eduardo Lama, Ambassador in Dominican Republic

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Kimi Acosta, Embassy of Belize in Dominican Republic
- Rafael Valoy, Embassy of Belize in Dominican Republic

**BRASIL/BRAZIL**Representante/Representative:

- Ronaldo Edgar Dunlop, Embajador de Brasil en República Dominicana

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Luiz Antonio Elias, Secretario Ejecutivo, Ministerio de Ciencia y Tecnología
- David Silveira da Mota, Ministro Consejero, Embajada de Brasil en Chile
- Osvaldo dos Santos Pizzá, Consejero, Embajada de Brasil en República Dominicana
- Glauber David Vivas, Secretario, Ministerio de Relaciones Exteriores
- Ana Teresa Holanda de Albuquerque, Jefe de Asesoría, Ministerio de Planificación, Presupuesto y Gestión
- Jurilza Barros de Mendonça, Asesoría técnica en el área del adulto mayor, Secretaría Especial de Derechos Humanos de la Presidencia de la República

**CANADÁ/CANADA**Representante/Representative:

- Patricia Fortier, Ambassador to the Dominican Republic

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Patrice Veilleux, Trade Programme Manager, Department of Foreign Affairs and International Trade
- Mary Rose, Desk Officer, Department of Foreign Affairs and International Trade
- Andy Jacques, Trade Officer, Department of Foreign Affairs and International Trade
- Yamile Adames, Communications Officer, Department of Foreign Affairs and International Trade
- Jenny Reyes, Canada Fund for Local Initiatives (CFLI), Department of Foreign Affairs and International Trade
- Mark Newton, Canada Fund for Local Initiatives (CFLI), Department of Foreign Affairs and International Trade

**CHILE**Representante/Representative:

- Eduardo Gálvez Carvallo, Embajador, Director de Política Multilateral, Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Andrés Sanfuentes, Asesor Ministerio de Economía
- Paula Forttes Valdivia, Directora, Servicio Nacional del Adulto Mayor
- Patricio Aguirre Vacchieri, Segundo Secretario, Misión de Chile ante las Naciones Unidas
- Juan Vega, Encargado de Negocios a.i., Embajada de Chile en República Dominicana
- Rodrigo Araya, Segundo Secretario, Embajada de Chile en República Dominicana

## COLOMBIA

### Representante/Representative:

- Fabio Augusto Forero Agudelo, Coordinador de Asuntos Económicos, Dirección de Asuntos Económicos, Sociales y Ambientales Multilaterales, Ministerio de Relaciones Exteriores

## COSTA RICA

### Representante/Representative:

- Marta Nuñez Madriz, Embajadora de Costa Rica en República Dominicana

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Janet Carrillo, Presidenta Ejecutiva, Instituto Nacional de la Mujer
- Hannia Silesky Jiménez, Asesora, Instituto Nacional de la Mujer
- Gerardo Antonio Madriz C., Cónsul, Embajada de Costa Rica en República Dominicana

## CUBA

### Representante/Representative:

- José Luis Rodríguez, Ministro de Economía y Planificación

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Juan Astiasaram Ceballos, Embajador de Cuba en República Dominicana
- Juan Carlos Alfonso Fraga, Director del Centro de Estudios de Población y Desarrollo, Oficina Nacional de Estadística
- Jorge García García, Dirección de Organismos Económicos Internacionales, Ministerio de Inversión Extranjera y Colaboración Económica (MINVEC)
- José Govea, Consejero Económico y Comercial, Embajada de Cuba en República Dominicana
- Ileidis Valiente, Dirección de Asuntos Multilaterales del Ministerio de Relaciones Exteriores (MINREX)

## ECUADOR

### Representante/Representative:

- René A. Ramírez, Viceministro de Planificación y Desarrollo, Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo (SENPLADES)

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Carlos Manríque Muñoz, Embajador del Ecuador en República Dominicana
- Cornelio Delgado Valdivieso, Viceministro, Secretario Técnico del Ministerio Coordinador de la Producción
- Melio Sáenz Echeverría, Director General de Ciencia y Tecnología, Secretaría Nacional de Ciencia y Tecnología (SENACYT)
- Ximena Abarca, Directora Ejecutiva, Consejo Nacional de las Mujeres (CONAMU)
- Daniela Idrovo, Directora de Evaluación y Seguimiento de Proyectos, Agencia Ecuatoriana de Cooperación Internacional
- Eduardo Durán, Encargado de negocios, Embajada del Ecuador en República Dominicana

**EL SALVADOR**Representante/Representative:

- Ricardo Flores, Director General Adjunto de Asuntos Económicos, Ministerio de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Ana Leonor Morales L., Directora de Atención Integral al Adulto Mayor, Secretaría Nacional de la Familia
- María José Giammattei de Golcher, Técnico en Seguimiento de Proyectos, Secretaría de la Familia

**ESPAÑA/SPAIN**Representante/Representative:

- Rafael Conde de Saro, Director General de Relaciones Económicas Internacionales y Asuntos Energéticos, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Gloria Mínguez Ropiñon, Subdirectora General de Organismos Multilaterales, Dirección General de Organismos Multilaterales Iberoamericanos, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación
- Francisco Javier Gassó Matoses, Consejero Encargado de Asuntos Administrativos, Embajada de España en República Dominicana

**ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA/UNITED STATES OF AMERICA**Representante/Representative:

- Walter Bastian, Deputy Assistant Secretary, Western Hemisphere Affairs, International Trade Administration, Department of Commerce

Miembros de la delegación/Delegation members:

- George Dragnich, Director, Office of Economic and Development Affairs, Bureau of International Organization Affairs, Department of State
- Robert Fannin, Ambassador to Dominican Republic
- Roland Bullen, Chargé d'Affaires, United States Embassy in Dominican Republic
- Ellen Dunlap, Economic Officer, United States Embassy in Dominican Republic
- Duty Green, Economic Officer, United States Agency for International Development, United States Embassy in Dominican Republic
- Christine Harbaugh, Financial Economist, Department of State in Dominican Republic
- Janice Harriman, Foreign Service Officer, Office of Economic and Development Affairs, Bureau of International Organization Affairs, Department of State
- Robert Jones Jr., Commercial Officer, United States Commercial Service
- Jason Neil Lawrence, Adviser, United States Mission to the United Nations
- María Cristina Novo, Migration Policy Officer, Bureau of Population, Refugees and Migration, Department of State
- Scott E. Smith, Dominican Republic Desk Officer, Western Hemisphere Affairs, International Trade Administration, Department of Commerce

**FRANCIA/FRANCE**Representante/Representative:

- Cécile Pozzo di Borgo, Embajadora de Francia en República Dominicana

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Laurent Bonneau, Consejero Regional de Cooperación, Ministerio de Relaciones Exteriores de Francia, Embajada de Francia en Chile
- Morgane Bauer-Le-Gal, Coordinadora Programa de Cooperación CEPAL/Francia, Ministerio de Relaciones Exteriores, Embajada de Francia en Chile

**GUATEMALA**Representante/Representative:

- Rómulo Caballeros Otero, Ministro de Economía

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Oscar Leonel Figueroa, Secretario, Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia (SEGEPLAN)
- Carlos Alberto Argueta Bone, Ministro Consejero de la Embajada de Guatemala en República Dominicana
- Enrique Porras, Consultor, Plan Nacional Secretaría Nacional de Ciencia y Tecnología (SENACYT)

**HAITÍ/HAITI**Representante/Representative:

- Frits N. Cineas, Embajador de Haití en República Dominicana

**HONDURAS**Representante/Representative:

- Nery Magali Funez Padilla, Embajadora de Honduras en República Dominicana

Miembros de la delegación/Delegation members:

- José Antonio Lorenzana, Director Política Multilateral, Secretaría Relaciones Exteriores
- Berangely Urquía Lazo, Administrativa, Embajada de Honduras en República Dominicana

**ITALIA/ITALY**Representante/Representative:

- Enrico Guicciardi, Embajador de Italia en República Dominicana

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Angelo Macilletti, Asistente Especial del Embajador de Italia en República Dominicana

**JAMAICA**Representante/Representative:

- Vilma K. McNish, Under-Secretary, Multilateral Affairs Division, Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade

**JAPÓN/JAPAN**Representante/Representative:

- Nobutaka Shinomiya, Embajador del Japón en República Dominicana

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Norio Sudo, Consejero, Embajada del Japón en República Dominicana
- Hiroaki Kawashima, Segundo Secretario, Embajada del Japón en República Dominicana
- Hiroshi Tsunaga, Segundo Secretario, Embajada del Japón en Chile
- Yayoi Kashitani, Investigadora, Embajada del Japón en la República Dominicana

**MÉXICO/MEXICO**Representante/Representative:

- Enrique Manuel Loeza Tovar, Embajador de México en República Dominicana

Miembros de la delegación/Delegation members:

- María del Rocío García Gaytán, Presidenta, Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES)
- María Elena Zuñiga Herrera, Secretaria General del Consejo Nacional de Población (CONAPO)
- Claudia Salas Rodríguez, Directora General de Planeación, Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES)
- Hermann Aschentrupp Toledo, Director General Adjunto de Organismos Económicos Regionales, Secretaría de Relaciones Exteriores
- Francisco J. Hernández S., Jefe de Cancillería, Embajada de México en República Dominicana
- Manuel Ramón Grullón, Asuntos Comerciales, Embajada de México en República Dominicana

**NICARAGUA**Representante/Representative:

- Corina García del Solar, Encargada de Negocios a.i., Embajada de Nicaragua en República Dominicana

**PANAMÁ/PANAMA**Representante/Representative:

- Elmer Miranda, Director General de Relaciones Económicas Internacionales, Ministerio de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Miroslava Rosas, Embajadora de Panamá en República Dominicana
- Edwin Rodríguez, Secretario Técnico del Gabinete Social, Ministerio de Desarrollo Social
- Roberto Mendieta Casatti, Director Nacional de Asesoría Económica y Financiera, Contraloría General de la República
- Heraldo Ríos Castillo, Asesor Económico y Financiero, Contraloría General de la República
- Enoht González, Director, Departamento Relaciones Económicas Multilaterales, Ministerio de Relaciones Exteriores
- Pedro Mora, Director de Políticas Públicas, Ministerio de Economía y Finanzas
- Dimas Quiel, Director, Estadística y Censos, Contraloría General de la República
- Eduardo Palacios, Jefe de Sección, Ingreso Nacional, Dirección de Estadística y Censos, Contraloría General de la República
- Víctor Lee, Segundo Consejero, Embajada de Panamá en República Dominicana
- Lourdes Wong, Agregada Comercial, Embajada de Panamá en República Dominicana
- Lamed Mendoza, Asesora de la Ministra de Estado en Asuntos relacionados con la conservación del medio ambiente
- Mónica Romero, Jefa del Departamento de Investigación y Análisis Social, Ministerio de Desarrollo Social

**PARAGUAY**Representante/Representative:

- Derlis Alcides Céspedes Aguilera, Ministro, Secretaría Técnica de Planificación del Desarrollo Económico y Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Luis Roberto Amarilla Luraschi, Director General de Cooperación Técnica Internacional, Secretaría Técnica de Planificación del Desarrollo Económico y Social
- Víctor Antonio Páez, Director General de Planificación y Políticas Públicas, Secretaría Técnica de Planificación y Desarrollo Económico y Social
- Juan Carlos Balbuena Martínez, Técnico, Secretaría Técnica de Planificación del Desarrollo Económico y Social
- Eduardo José Feschenko Gilardoni, Director del Departamento de Economía Internacional, Banco Central
- Clara Scaroina de Porcella, Cónsul Honorario en República Dominicana

**PERÚ/PERU**Representante/Representative:

- Carlos Ferraro Rey, Viceministro de Industria, Ministerio de la Producción

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Vicente Azula de la Guerra, Embajador del Perú en República Dominicana
- Javier Prado Miranda, Director de OMC, Ministerio de Relaciones Exteriores
- Marco Hinojosa, Primer Secretario, Embajada del Perú en República Dominicana

## **REINO DE LOS PAÍSES BAJOS/THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS**

### Representante/Representative:

- Aart Jan M. Verdegaal, Embajador en República Dominicana

## **REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE/UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND**

### Representante/Representative:

- Leonora Dipp, Agregada Comercial, Embajada Británica en República Dominicana

## **REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA/BOLIVARIAN REPUBLIC OF VENEZUELA**

### Representante/Representative:

- Francisco Belisario Landis, Embajador de República Bolivariana de Venezuela en República Dominicana

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Sandra Rodríguez, Primera Secretaria, Embajada de Venezuela en República Dominicana
- Keliams Chang, Segundo Secretario, Embajada de Venezuela en República Dominicana
- Jorge Arturo Reyes, Asesor, Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores
- Pedro Albarrán, Coordinador de Asuntos Políticos, Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores
- Alba Carosio, Centro Estadístico de la Mujer, Universidad Central de Venezuela (UCV)
- Franklin Rangel, Primer Secretario, Misión Permanente de Venezuela ante las Naciones Unidas

## **REPÚBLICA DE COREA/REPUBLIC OF KOREA**

### Representante/Representative:

- Kim Sung Hwan, Vice Minister of Foreign Affairs and Trade

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Kang Sung-zu, Ambassador to the Dominican Republic
- Doo Jungsoo, Director General, Latin America and Caribbean Affairs Bureau, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Jang Jessy Yeunju, Director of Latin America and Caribbean Regional Cooperation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Hong SeokIn, Advisor of the Vice Minister, Minister of Foreign Affairs and Trade
- Park Younghyo, Counsellor, Embassy of the Republic of Korea in Dominican Republic
- Hwang Yoo Sil, Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Hong Sang Hee, Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Kim Su Jin, Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Song JaeWoo, Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Shim Hyun Suk, Senior Manager, Small Business Cooperation
- Kim Seon Hwi, Researcher, Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Kim SooJi, Intern, Embassy of the Republic of Korea in Dominican Republic

## REPÚBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC

### Representante/Representative:

- Juan Temístocles Montás, Secretario de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Guarocuya Félix, Subsecretario de Estado de Planificación, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Alejandra Liriano, Subsecretaria de Estado de Relaciones Exteriores, República Dominicana
- Flavia García, Secretaria de Estado de la Mujer
- Sonia Díaz, Subsecretaria de Estado de la Mujer
- Pablo Tactuk, Director Nacional de la Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo, Oficina Nacional de Estadística  
Aníbal Julio Tavera, Subsecretario de Estado Técnico Administrativo, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- América Bastidas Castañeda, Subsecretaria Cooperación Internacional, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Mercedes Magdalena Lizardo, Directora Unidad Asesora de Análisis Económico y Social (UAAES)
- Nurys Presbot Aquino, Directora Unidad Institucional de Planificación y Desarrollo
- Rhaysa Martínez Durán, Directora General Centro de Capacitación en Inversión Pública
- Inocencio García, Director General de Cooperación Bilateral
- Rosalina Inoa, Directora General de Cooperación Multilateral
- Mercedes Conchita Cabral de Alcalá, Vicecanciller para Asuntos Culturales, Secretaría de Estado de Relaciones Exteriores
- Roberto Liz, Secretario General Fondo de Investigación Económico y Social (FIES)
- Rosagilda Vélez, Directora General de Desarrollo Económico y Social
- Alejandro Mercedes, Director General de Inversión Pública
- Mónica Sánchez, Directora General de Ordenamiento y Desarrollo Territorial
- Hepzy Zorrilla, Directora Unidad Coordinadora del Despacho, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Raysa Facundo, Directora Administrativa, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Salvador Guzmán, Director de Tecnología de la Información
- Jacqueline Cambero, Directora de Recursos Humanos
- Manolo Caba Núñez, Director Financiero, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Silvano A. Guzmán, Director de Control Interno
- Jesús Manuel Jiménez, Director de Comunicación
- Francisco Cáceres, Gerente de Censos y Encuestas de la Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo, Oficina Nacional de Estadística
- Leticia Martínez, Gerente de Estadísticas Continuas de la Secretaria de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo, Oficina Nacional de Estadística
- Clara Báez, Gerente de Coordinación Técnica, Oficina Nacional de Estadística
- Darío López, Encargado del Departamento de Censos, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo, Oficina Nacional de Estadística
- Luis Baldemiro Reyes Santos, Asesor Económico
- Francis A. Reyes Pineda, Asesor Tecnología de Información y Comunicación
- Jeffrey Lizardo, Director General de Desarrollo Económico y Social
- Magin Javier Díaz Domingo, Asesor Económico

- Maira Espinal Montilla, Asesora en Desarrollo Organizacional y Recursos Humanos, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Rodrigo Jaque García, Asesor
- Roberto Liz, Director Ejecutivo del Fondo de Investigación Económico y Social (FIES)
- Miguel Hernández, Encargado, Oficina Sectorial de Programación
- Andrés Lora, Director, Unidad de Análisis de Proyectos y Programas (UAPP)
- Dolores Escovar, Consultora, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Ivette Subero, Coordinadora Negociaciones, Secretaría de Economía, Planificación y Desarrollo
- María E. Vilorio, Unidad de Coordinación de Organismos Multilaterales, Subsecretaría de Estado de Planificación.
- Persio Henríquez, Subsecretaria de Planificación
- Luisa Fernández, Directora Ejecutiva del Consejo Nacional de Zonas Francas de Exportación
- Andrea Bavestrello, Comunicaciones, Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo
- Lorenzo Guadamuz, Asesor Técnico Principal, Ministerio de Educación Superior
- Carmen Pérez, Directora de Políticas Públicas, Secretaría de Estado de la Mujer
- Nathalie María, Directora, Consejo Nacional de la Persona Envejeciente

## **SANTA LUCÍA/SAINT LUCIA**

### Representante/Representative:

- Donatus St. Aimée, Ambassador, Permanent Mission of Saint Lucia to the United Nations

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Carlyle Corbin, Advisor

## **SURINAME**

### Representante/Representative:

- Terry H. Shameen, Government Official, Ministry of Foreign Affairs,

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Mireille E. M. Brunings-Stolz, Policy Advisor, Ministry of Home Affairs

## **TRINIDAD Y TABAGO/TRINIDAD AND TOBAGO**

### Representante/Representative:

- Shelley-Ann Clarke-Hinds, Deputy Director, Multilateral Relations Division, Ministry of Foreign Affairs

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Beverly Quamina, Economist II, Ministry of Finance

## **URUGUAY**

Representante/Representative:

- Alberto Fajardo, Embajador, Director de Integración del Ministerio de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Humberto Giachello, Coordinador Psicología, Área de Prestaciones Sociales, Banco de Previsión Social
- Juan Manuel Rodríguez Bas, Asesor del Director de la Oficina de Planeamiento y Presupuesto de la Presidencia

**B. Miembros asociados**  
**Associate members**  
**États membres associés**

## **ANTILLAS NEERLANDESAS/NETHERLANDS ANTILLES**

Representante/Representative:

- Edward J. Mendes de Gouveia, Director, Office of Foreign Relations

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Ann Groot-Philipps, Staff Member, Office of Foreign Relations
- Gedion L. Isena, Staff Member, Office of Foreign Relations
- Gilbert Justiana, Policy Advisor, Directorate of Economic Affairs

## **ISLAS TURCAS Y CAICOS/TURKS AND CAICOS ISLANDS**

Representante/Representative:

- Michael Misil, Premier

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Olincia Misick, Chief of Staff
- Arabella Smith, Senior Policy Advisor

## **PUERTO RICO**

Representante/Representative:

- Zamia Baerga, Secretaria para Asuntos Exteriores, Departamento de Estado

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Marta Mercado, Procuradora de la Mujer

**C. Secretaría de la Organización de las Naciones Unidas  
United Nations Secretariat  
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies**

**Oficina de las Comisiones Regionales en Nueva York/Regional Commissions New York  
Office/Bureau Commissions Régionales à New York**

- Amr Nour, Oficial a cargo/Officer- in-Charge

**Departamento de Asuntos Políticos/Department of Political Affairs/Département des affaires politiques**

- Elizabeth Spehar, Directora, División de América y de Europa/Director, Americas and Europe Division

**Departamento de Asuntos Económicos y Sociales/Department of Economic and Social Affairs (DESA)/ Département des Affaires économiques et sociales**

- Oscar de Rojas, Director, Oficina de Financiación para el Desarrollo/Director, Financing for Development Office/Bureau du financement du développement
- Ricardo Espina, Oficial de Asuntos Económicos/Economic Affairs Officer

**D. Invitados especiales  
Special guests  
Invités spéciaux**

- Leonel Fernández, Presidente, República Dominicana
- Rafael Alburquerque, Vicepresidente, República Dominicana

**E. Organismos de las Naciones Unidas  
United Nations bodies  
Organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies**

**Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF)/United Nations Children's Fund (UNICEF)/Fonds de développement des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**

- Jean Gough, Directora Regional Adjunta en Panamá/Deputy Regional Director, Panama
- Tadeusz Palac, Representante en República Dominicana/Representative, Dominican Republic

**Fondo de Población de las Naciones Unidas (UNFPA)/United Nations Population Fund (UNFPA)/Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)**

- Marcela Suazo, Director, División América Latina y el Caribe/Director, Latin America and the Caribbean Division
- Pedro Pablo Villanueva, Subdirector, División América Latina y el Caribe/Latin America and the Caribbean Division

- Luis Mora, Asesor de Programas, División América Latina y el Caribe/Programme Officer, Latin America and the Caribbean Division
- Gilka Meléndez, Representante Auxiliar, República Dominicana/Assistant Representative, Dominican Republic
- Antonio Gómez Vargas, Oficial Nacional de Programas de Población y Desarrollo/Programme Officer, Population and Development

**Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer (INSTRAW)/United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW)/Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW)**

- Carmen Moreno, Directora, Oficina del INSTRAW en República Dominicana/Director, INSTRAW office in Dominican Republic
- Hilary Anderson, Oficial de Información/Information Officer
- Yolanda Solano, Coordinadora, Proyecto Participación Política/Coordinator, Political participation project
- Martha Barriga, Consultora en Remesas/Consultant
- Valeria Vilardo, Encargada de Comunicación/Communications officer

**Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)/United Nations Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

- Rebeca Grynspan, Administradora Auxiliar y Directora Regional para América Latina y el Caribe/Assistant Administrator and Regional Director for Latin America and the Caribbean
- Mauricio Ramírez-Villegas, Representante Residente a.i., en República Dominicana/Resident Representative in Dominican Republic

**Programa Mundial de Alimentos (PMA)/World Food Programme (WFP)/Programme alimentaire mondial (PAM)**

- Górdana Jerger, Directora Regional Adjunta para América Latina y el Caribe/Deputy Regional Director for Latin America and the Caribbean
- Pavel Isa, Oficial a Cargo, Programa Mundial de Alimentos en República Dominicana/Officer-in-Charge, Dominican Republic

**F. Organismos especializados  
Specialized agencies  
Institutions spécialisées**

**Organización Internacional del Trabajo (OIT)/International Labour Organization (ILO)/Organisation internationale du travail (OIT)**

- Elías Dinzey, Oficial a cargo, Oficina de la OIT en República Dominicana/Officer-in-Charge, ILO office in Dominican Republic

**Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO)/Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

- Antonio Morales, Representante/Representative

**Organización de las Naciones Unidas para el Desarrollo Industrial (ONUDI)/United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)/Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)**

- Ludovico Alcorta, Director de la Subdivisión de Investigación y Estadística/Director, Research and Statistics Branch

**Organización Mundial de la Salud (OMS)-Organización Panamericana de la Salud (OPS)/World Health Organization (WHO)-Pan American Health Organization (PAHO)/Organisation mondiale de la santé (OMS)-Organisation panaméricaine de la santé (OPS)**

- Ana Cristhina Nogueira, Representante en República Dominicana/Representative, Dominican Republic
- Hernán Rosenberg, Asesor, Desarrollo de Programas y Análisis en Washington, D.C.

**Banco Mundial/World Bank/Banque mondiale**

- Christina E. Malmberg Calvo, Country Manager, Dominican Republic Country Office

**Programa Conjunto de las Naciones Unidas sobre el VIH/SIDA (ONUSIDA)/Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)/Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA)**

- Ana Navarro, Representante/Representative

**G. Otras organizaciones intergubernamentales  
Other intergovernmental organizations  
Autres organisations intergouvernementales**

**Asociación Latinoamericana de Instituciones Financieras para el Desarrollo (ALIDE)/Latin America Association of Development Financing Institutions (ALIDE)/Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement (ALIDE)**

- Raúl Jiménez, Investigador principal, Perú

**Corporación Andina de Fomento (CAF)/Andean Development Cooperation (ADC)/ Société andine de développement (SAD)**

- Enrique García, Presidente Ejecutivo
- Luis Miguel Castilla Rubio, Jefe de la Oficina de Políticas Públicas y Competitividad
- Gabriel Duque, Director Adjunto de Programas de Competitividad

**Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)/Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA)/Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)**

- Víctor del Angel, Representante del IICA en República Dominicana

**Organización de los Estados Americanos (OEA)/Organization of American States (OAS)/Organisation des états américains (OEA)**

- Paul Durand, Representante de la OEA en República Dominicana

**Organización Internacional para las Migraciones (OIM)/International Organization for Migration (IOM)/Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

- Nidia Casati, Representante Regional

**Secretaría General del Sistema de la Integración Centroamericana (SG-SICA)/Central American Integration System Secretariat/ Système d'intégration de l'Amérique centrale**

- Carlos Roberto Pérez Gaitán, Director de Asuntos Económicos

**Sistema Económico Latinoamericano (SELA)/Latin American Economic System (SELA)/Système économique latinoaméricain (SELA)**

- Antonio Romero, Director de Relaciones para la Integración y Cooperación, Secretaría Permanente en la República Bolivariana de Venezuela

**H. Organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas por el Consejo Económico y Social**

**Non-governmental organizations recognized by the Economic and Social Council as having consultative status**

**Organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social reconnaît le status consultatif**

**Red Regional de Organizaciones Civiles para las Migraciones (RROCM)/Regional Network for Civil Organizations on Migration**

- Hedí Tejeda

**SOS – Kinderdorf Internacional/SOS Kinderdorf International**

- Josefina Altagracia Delgado Abreu, Directora Nacional Aldeas Infantiles SOS Dominicanas, República Dominicana

**The Aldea Centre-Saint Lucia**

- Albert DeTerville, Executive Chairperson

**The Center of Concern**

- Aldo Caliari, Director, Rethinking Bretton Woods Project

**I. Otras organizaciones no gubernamentales**  
**Other non-governmental organizations**  
**Autres organisations non gouvernementales**

**Asociación Latinoamericana de Población (ALAP)/Latin American Population Association/**

- Dídimo Castillo Fernández, México

**Asociación Venezolana de Estudios de Población (AVEPO)**

- Anitza Freitez, Presidenta

**CAPERIBE, Revista Dominicana de Proyecciones Económicas**

- Pablo Martín Cuello Navarro, economista

**Centro de Apoyo Aquelarre (CEAPA)**

- Margot Tapia, Directora Ejecutiva

**Central General de Trabajadores de Paraguay**

- Dionicia Osorio, Secretaria de Actas
- Daniel Antonio Martínez Bernal, Secretario de Juventud

**Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)/Centre for Women's Research and Action**

- Magaly Pineda

**Centro de Organización para Desarrollo Económico (COPADE)**

- María Ester Pinto, Coordinadora

**Escuela Latinoamericana de Cooperación y Desarrollo**

- Jairo Agudelo Taborda, Director

**Federación Iberoamericana de Asociaciones de Personas Adultas Mayores (FIAPAM)**

- Modesto Chato, Presidente
- Ruth Rivera Viquez, Secretaria General, Costa Rica

**Instituto Católico Chileno de Migración (INCAMI)/Chilean Catholic Institute for Migration**

- Algacir Munhak, Vicepresidente Ejecutivo

**Instituto Andino de Estudios de Población (IAEP)/Andean Institute of Population Studies (IAEP)**

- Lucero Zamudio, Decana, Facultad de Ciencias Sociales y Humanas

**Soroptimist International of the Americas**

- Pina Pileggi, Board Member

**J. Panelistas****Panelists****Panélistes**

- Ludovico Alcorta, Director de la Subdivisión de Investigación y Estadística de la Organización de las Naciones Unidas para el Desarrollo Industrial (ONUUDI)
- Carlos Álvarez, Vicepresidente Ejecutivo de la Corporación de Fomento de la Producción (CORFO), Chile
- Carlos Gustavo Cano, Director, Banco de la República de Colombia
- Jeannette Carrillo, Presidenta Ejecutiva, Instituto Nacional de las Mujeres de Costa Rica
- María Eugenia Casar Pérez, Tesorera, Secretaría de Hacienda y Crédito Público de México
- Carl Dahlman, profesor de la Universidad de Georgetown
- Sonia Díaz, Sonia Díaz, Subsecretaria de Estado de la Mujer, República Dominicana
- Luiz Antonio Elías, Secretario Ejecutivo, Ministerio de Ciencia y Tecnología, Brasil
- Maria Carmen Feijoó, Coordinadora del Proyecto Reforma Educacional, Fundación Ford
- Luisa Fernández, Directora Ejecutiva del Consejo Nacional de Zonas Francas de Exportación de República Dominicana
- Adrián Fernández, Presidente Instituto Nacional de Ecología de México
- João Carlos Ferraz, Director de Planificación e Investigación, Banco Nacional de Desarrollo de Brasil (BNDES)
- Enrique García, Presidente Ejecutivo de la Corporación Andina de Fomento (CAF)
- Flavia García, Secretaria de Estado de la Mujer de República Dominicana
- Jan Kregel, Programa sobre Política Monetaria y Estructura Financiera, Levy Economics Institute, Bard Collage, Planificación y Desarrollo de la República Dominicana
- Temístocles Montás, Secretario de Estado de Economía
- José Antonio Ocampo, Profesor, Columbia University
- Juan José Palacios, Profesor y Coordinador del Programa de Estudios Transnacionales del Departamento de Estudios Políticos de la Universidad de Guadalajara, México
- Carlota Pérez, Consultora e Investigadora de la Universidad de Cambridge, la Universidad de Sussex y la Universidad Tecnológica de Tallin
- José Luis Rodríguez, Ministro de Economía y Planificación de Cuba
- Gert Rosenthal, Representante Permanente de Guatemala ante las Naciones Unidas
- Clemente Ruiz Durán, Coordinador del Posgrado en Economía, Facultad de Economía, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM)
- Francisco Sagasti, Cordinador Agenda Perú, Presidente del programa Ciencia y Tecnología
- Luc Soete, Director del Centro de Investigación y capacitación económica y social sobre innovación y tecnología de la Universidad de las Naciones Unidas en Maastricht
- Basil Springer, Consultor, Change-Engine, Caribbean Business Enterprise, Trust Inc.
- Kim SungHwan, Vice Minister. Ministry of Foreign Affairs and Trade
- Alejandra Valdés, Consultora e Investigadora
- René Villareal, Presidente del Centro de Capital Intelectual y Competitividad (CECIC), México

**K. Invitados**  
**Guests**  
**Invités**

- Héctor Maldonado Gómez, Presidente del Comité Ejecutivo de la Conferencia de Estadísticas de las Américas, Colombia  
Gustavo Crespi, Especialista Principal de Programa Innovación, Políticas y Ciencia, International Development Research Centre (IDRC)
- Federico Guillermo Lepe Montoya, Coordinador General de Políticas Públicas, Gobierno del Estado de Jalisco, México
- Carlos Quenan, Profesor, Universidad de la Sorbonne
- Eduardo Klinger, Director, Academia de Ciencias, República Dominicana
- Graciela María Cabella Bentos, Gerente Departamento Notarial, Instituto Nacional de Colonización de Uruguay

**L. Secretaría**  
**Secretariat**  
**Secrétariat**

**Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)/Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)**

- José Luis Machinea, Secretario Ejecutivo/Executive Secretary
- Ernesto Ottone, Secretario Ejecutivo Adjunto/Deputy Executive Secretary
- Laura López, Secretaria de la Comisión/Secretary of the Commission
- Regina Pawlik, Directora, División de Administración/Director, Division of Administration
- Mario Baez, Director, División de Planificación de Programas y Operaciones/Director, Programme Planning and Operations Division
- Martin Hopenhayn, Oficial a cargo, División de Desarrollo Social/Officer-in-Charge, Social Development Division
- Luis Beccaria, Director, División de Estadística y Proyecciones Económicas/Director, Statistics and Economic Projections Division
- Sonia Montaña, Oficial a cargo, División de Asuntos de Género/Officer-in-Charge, Division for Gender Affairs
- Martine Dirven, Oficial a cargo, División de Desarrollo Productivo y Empresarial/Officer-in-Charge, Division of Production, Productivity and Management
- Fernando Sánchez-Albavera, Director, División de Recursos Naturales e Infraestructura/Director, Natural Resources and Infrastructure Division
- Osvaldo Kacef, Director, División de Desarrollo Económico/Director, Economic Development Division
- José Luis Samaniego, Director, División de Desarrollo Sostenible y Asentamientos Humanos/Director, Sustainable Development and Human Settlements Division
- Juan Carlos Ramírez, Director, Instituto Latinoamericano y del Caribe de Planificación Económica y Social (ILPES)/Director, Latin American and Caribbean Institute for Economic and Social Planning (ILPES)
- Diane Frishman, Oficial a cargo, División de Documentos y Publicaciones/Officer-in-Charge, Documents and Publications Division

- Dirk Jaspers Fajjer, Director, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE) - División de Población de la CEPAL/Director, Latin American and Caribbean Demographic Centre (CELADE) - Population Division of ECLAC
- Raúl García Buchaca, Jefe, Unidad de Planificación y Evaluación de Programas, División de Planificación de Programas y Operaciones/Chief, Programme Planning and Evaluation Unit, Programme Planning and Operations Division
- Rudolf Buitelaar, Jefe, Unidad de Gerencia de Proyectos, División de Planificación de Programas y Operaciones/Chief, Project Management Unit, Programme Planning and Evaluation Unit, Programme Planning and Operations Division
- Daniel Titelman, Coordinador, Unidad de Estudios del Desarrollo/Coordinator, Development Studies Unit
- Gerardo Mendoza, Oficial de Programas, Secretaría de la Comisión/Programme Officer, Office of the Secretary of the Commission
- Pilar Bascuñan, Oficial a cargo, Unidad de Servicios de Información/Officer-in-Charge, Information Services Unit
- Luis Fidel Yáñez, Asesor Legal, Secretaría de la Comisión/Legal Counsel, Secretary of the Commission
- Jorge Martínez, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE) - División de Población de la CEPAL/Latin American and Caribbean Demographic Center (CELADE) - Population Division of ECLAC
- Sandra Huenchuan, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE) - División de Población de la CEPAL/Latin American and Caribbean Demographic Centre (CELADE) - Population Division of ECLAC
- Paulo Saad, Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía (CELADE) - División de Población de la CEPAL/Latin American and Caribbean Demographic Centre (CELADE) - Population Division of ECLAC

**Sede subregional de la CEPAL para el Caribe/ECLAC subregional headquarters for the Caribbean/Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes**

- Neil Pierre, Director

**Sede subregional de la CEPAL en México/ECLAC subregional headquarters in Mexico/Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico**

- Jorge Máttar, Director
- Víctor Godínez, Oficial de Asuntos Económicos/Economic Affairs Officer

**Oficina de la CEPAL en Brasilia/ECLAC office in Brasilia/Bureau de la CEPALC à Brasilia**

- Renato Baumann, Director

**Oficina de la CEPAL en Buenos Aires/ECLAC office in Buenos Aires/Bureau de la CEPALC à Buenos Aires**

- Bernardo Kosacoff, Director

**Oficina de la CEPAL en Bogotá/ECLAC office in Bogotá/Bureau de la CEPALC à Bogotá**

- Olga Lucía Acosta, Directora/Director

**Oficina de la CEPAL en Washington, D.C./ECLAC office in Washington, D.C./Bureau de la CEPALC à Washington, D.C.**

- Inés Bustillo, Directora/Director

## Anexo 4

**LISTA DE DOCUMENTOS**

- |                     |  |
|---------------------|--|
| LC/G.2365(SES.32/1) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temario provisional</li> <li>- Provisional agenda</li> <li>- Ordre du jour provisoire</li> </ul>  |
| LC/G.2366(SES.32/2) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temario provisional anotado y organización del trigésimo segundo período de sesiones</li> <li>- Annotated provisional agenda and organization of the thirty-second session</li> <li>- Annotations à l'ordre du jour provisoire et organisation de la trente-deuxième session</li> </ul>   |
| LC/G.2367(SES.32/3) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La transformación productiva 20 años después. Viejos problemas, nuevas oportunidades</li> <li>- Structural Change and Productivity Growth – 20 Years Later. Old problems, new opportunities</li> </ul>  |
| LC/G.2368(SES.32/4) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La transformación productiva 20 años después. Viejos problemas, nuevas oportunidades. Síntesis</li> <li>- Structural Change and Productivity Growth – 20 Years Later. Old problems, new opportunities. Summary</li> <li>- La transformation productive 20 ans après. Problèmes anciens, nouvelles opportunités. Synthèse</li> </ul> |
| LC/G.2369(SES.32/5) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temario provisional del Comité de Cooperación Sur-Sur</li> <li>- Provisional agenda of the Committee on South-South Cooperation</li> <li>- Ordre du jour provisoire du Comité de coopération Sud-Sud</li> </ul>   |
| LC/G.2370(SES.32/6) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temario provisional anotado del Comité de Cooperación Sur-Sur</li> <li>- Annotated provisional agenda of the Committee on South-South Cooperation</li> <li>- Annotations à l'ordre du jour provisoire du Comité de coopération Sud-Sud</li> </ul>   |
| LC/G.2371(SES.32/7) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actividades del sistema de la CEPAL durante el bienio 2006-2007 para promover y apoyar la cooperación Sur-Sur. Nota de la Secretaría</li> <li>- Activities of the ECLAC system to promote and support South-South cooperation during the biennium 2006-2007. Note by the secretariat</li> </ul>                                     |
| LC/G.2372(SES.32/8) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informe de actividades de la Comisión desde enero de 2006 a diciembre de 2007</li> <li>- Report of the activities of the Commission from January 2006 to December 2007</li> </ul>   |
| LC/G.2373(SES.32/9) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proyecto de programa de trabajo del sistema de la CEPAL, 2010-2011</li> <li>- Draft programme of work of the ECLAC system, 2010-2011</li> <li>- Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2010-2011</li> </ul>  |

- LC/G.2374(SES.32/10)
- Calendario de conferencias de la CEPAL propuesto para el período 2008-2010. Nota de la Secretaría
  - Proposed calendar of conferences of ECLAC for the period 2008-2010. Note by the secretariat
  - Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour la période 2008-2010. Note du Secrétariat
- LC/G.2375(SES.32/11)
- Documentos presentados al trigésimo segundo período de sesiones de la Comisión
  - Documents presented at the thirty-second session of the Commission
- LC/G.2376(SES.32/12)
- Temario provisional del Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
  - Provisional agenda of the ECLAC sessional Ad Hoc Committee on Population and Development
  - Ordre du jour provisoire du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC
- LC/G.2377(SES.32/13)
- Temario provisional anotado del Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
  - Annotated provisional agenda of the ECLAC sessional Ad Hoc Committee on Population and Development
  - Annotations à l'ordre du jour provisoire du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC
- LC/G.2378(SES.32/14)
- Transformaciones demográficas y su influencia en el desarrollo en América Latina y el Caribe
  - Demographic transformations and their influence on development in Latin America and the Caribbean
- LC/G.2380(SES.32/15)
- Tendencias y desafíos en la cooperación internacional y la movilización de recursos para el desarrollo en América Latina y el Caribe
  - Trends and challenges in international cooperation and the mobilization of resources for development in Latin America and the Caribbean
- LC/G.2381(SES.32/16)
- Solicitud del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte para que Islas Caimán se incorpore como miembro asociado de la CEPAL. Nota de la Secretaría
  - Request by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for the admission of the Cayman Islands as an associate member of ECLAC. Note by the secretariat

**DOCUMENTOS DE REFERENCIA/REFERENCE DOCUMENTS***(Solo para trabajo de comité/For committee work only)*

- LC/CAR/L.169  
Solo inglés/English only
- Report of the twenty-second session of the Caribbean Development and Cooperation Committee
- LC/L.2651
- Informe de la sexta reunión del Comité Ejecutivo de la Conferencia Estadística de las Américas de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe
  - Report of the sixth meeting of the Executive Committee of the Statistical Conference of the Americas of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean
- LC/L.2870
- Informe de la séptima reunión del Comité Ejecutivo de la Conferencia Estadística de las Américas de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe
  - Report of the seventh meeting of the Executive Committee of the Statistical Conference of the Americas of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean
- LC/L.2795
- Informe de la cuarta reunión de la Conferencia Estadística de las Américas de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe
  - Report of the fourth meeting of the Statistical Conference of the Americas of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean
- LC/L.2695
- Informe de la cuadragésima reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe
  - Report of the fortieth meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean
  - Proyecto de informe de la cuadragésima primera reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe
  - Draft report of the forty-first meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean
- LC/G.2361(CRM.10/8)
- Informe de la décima Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe
  - Report of the tenth session of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean
  - Rapport de la dixième Conférence Régionale sur les Femmes de L'Amérique latine et des Caraïbes
- LC/L.2860
- La sociedad de la información en América Latina y el Caribe: desarrollo de las tecnologías y tecnologías para el desarrollo. Documento abreviado
  - The Information Society in Latin America and the Caribbean: Development of Technology and Technologies for Development. Abridged document

- LC/R.2144
- Compromiso de San Salvador. Aprobado en la segunda Conferencia Ministerial sobre la Sociedad de la Información de América Latina y el Caribe
  - San Salvador Commitment. Adopted at the Second Ministerial Conference on the Information Society in Latin America and the Caribbean
- LC/G.2335/Rev.1
- Cohesión social: inclusión y sentido de pertenencia en América Latina y el Caribe
- LC/G.2335
- Social Cohesion: Inclusion and a Sense of Belonging in Latin America and the Caribbean
- LC/W.192  
Solo español/Spanish only
- Agricultura, desarrollo rural, tierra, sequía y desertificación: resultados, tendencias y desafíos para el desarrollo sostenible de América Latina y el Caribe
- LC/R.2142
- Agricultura, desarrollo rural, tierra, sequía y desertificación: obstáculos, lecciones y desafíos para el desarrollo sostenible en América Latina y el Caribe
  - Agriculture, rural development, land, drought and desertification: obstacles, lessons and challenges for the sustainable development of Latin America and the Caribbean
- LC/G.2352
- Objetivos de desarrollo del Milenio. Informe 2006: una mirada a la igualdad entre los sexos y la autonomía de la mujer en América Latina y el Caribe
  - Millennium Development Goals. 2006 Report: A Look at Gender Equality and Empowerment of Women in Latin America and the Caribbean
- LC/G.2364  
Solo español/Spanish only
- Objetivos de desarrollo del Milenio. La progresión hacia el derecho a la salud en América Latina y el Caribe
- LC/G.2327-P
- Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, 2006
  - Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean, 2006
- LC/G.2355-P
- Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, 2007
  - Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean, 2007
- LC/G.2338-P
- Estudio económico de América Latina y el Caribe, 2006-2007
  - Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2006-2007
- Documento informativo  
Preliminary version
- La inversión extranjera en América Latina y el Caribe, 2007
  - Foreign Investment in Latin America and the Caribbean, 2007
- LC/G.2326-P
- Panorama social de América Latina, 2006
  - Social Panorama of Latin America, 2006
- Documento informativo  
Preliminary version
- Panorama social de América Latina, 2007
  - Social Panorama of Latin America, 2007

- LC/G.2341-P
- Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe, 2006. Tendencias 2007
  - Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2006. Trends 2007
- LC/L.2808
- ¡Ni una más! El derecho de vivir una vida libre de violencia en América Latina y el Caribe
  - No more!: the right of women to live a life free of violence in Latin America and the Caribbean
- LC/G.2297(SES.31/6)
- Proyecto de programa de trabajo del sistema de la CEPAL, 2008-2009
  - Draft programme of work of the ECLAC system, 2008-2009
  - Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2008-2009
- DDR/1
- Informe del Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL y resoluciones 615(XXXI) y 616(XXXI) del trigésimo primer período de sesiones de la CEPAL
  - Report of the ECLAC sessional Ad Hoc Committee on Population and Development and resolutions 615(XXXI) and 616(XXXI) of the thirty-first session of ECLAC
- DDR/2  
Solo español/Spanish only
- Informe de actividades 2006-2008 sobre envejecimiento y desarrollo para el Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
- DDR/3  
Solo español/Spanish only
- Informe de actividades 2006-2008 sobre migración internacional para el Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
- LC/L.2891(CRE.2/5)
- Informe de la segunda Conferencia regional intergubernamental sobre envejecimiento en América Latina y el Caribe: hacia una sociedad para todas las edades y de protección social basada en derechos
  - Report of the Second Regional Intergovernmental Conference on Ageing in Latin America and the Caribbean: towards a society for all ages and rights-based social protection